



Aktivitäten und Erfolge 2015
Activités et succès 2015

Konzept und Gestaltung/concept et graphique:
www.muellerluetolf.ch

Fotos/photos:

Titel, S./p. 9: Fabian Lütolf

S./p. 8, 16, 26, 39: Travail.Suisse

S./p. 20, 36: Marco Zanoni

S./p. 44: Brücke • Le pont

Sommaire

Avant-propos du président	6
Organisation et activité	8
Economie et marché du travail	12
Politique de l'égalité	14
Politique sociale	18
Politique des étrangers	22
Politique énergétique	24
Politique extérieure	26
Finances et service public	28
Politique de formation	28
Activité parlementaire	32
Votations fédérales	34
Information et relations publiques	36
Jeunesse.Suisse	38
Institut de formation pour les travailleurs et travailleuses ARC	40
Oeuvre d'entraide Brücke • Le pont	42
Représentations de Travail.Suisse	46
Effectif des membres des organisations affiliées	48
Adresses	50

Inhalt

Vorwort des Präsidenten	7
Organisation und Tätigkeit	9
Wirtschaft und Arbeitsmarkt	13
Gleichstellungspolitik	15
Sozialpolitik	19
Ausländerpolitik	23
Energiepolitik	25
Aussenpolitik	27
Finanzen und Service public	29
Bildungspolitik	29
Parlamentsarbeit	33
Eidgenössische Abstimmungen	35
Informations- und Öffentlichkeitsarbeit	37
Jeunesse.Suisse	39
Bildungsinstitut für Arbeitnehmende ARC	41
Hilfswerk Brücke • Le pont	43
Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen	47
Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen	49
Adressen	51

A propos de nous

Travail.Suisse est une organisation
faitière indépendante qui regroupe
environ 150 000 travailleurs et
travailleuses en Suisse.

Travail.Suisse défend les
intérêts de ses membres
sur le plan de la politique
et de l'économie. Dans
ce contexte, son objectif
premier est des conditions

cadres garantissant aux travailleurs et travailleuses
de bonnes conditions de travail, une solide formation
initiale et continue et une couverture sociale fiable.

Le marché du travail, la politique sociale et les
assurances sociales, la formation initiale et continue,
la conciliation du travail et de la famille, la politique
financière et fiscale, la politique énergétique et envi-
ronnementale ainsi que la politique migratoire sont
**les thèmes sur lesquels Travail.Suisse focalise
surtout ses activités.**

**Travail.Suisse agit en toute autonomie et est
neutre sur le plan politique.** Travail.Suisse entretient
d'étroites relations avec le gouvernement et les auto-
rités, le Parlement et les partis ainsi qu'avec d'autres
associations économiques.

**Travail.Suisse souscrit au partenariat so-
cial.** Un partenariat cohérent entre les travailleurs
et travailleuses et les employeurs est une condition
essentielle à la stabilité de notre pays. Le dialogue au
lieu de la confrontation, telle est la devise de Travail.
Suisse.

**Travail.Suisse se penche en temps utile sur
les thèmes importants pour les travailleurs et
travailleuses et son apport suit toutes les étapes
du processus politique.** Dans cette démarche,
l'organisation s'appuie sur un échange de vues avec
ses fédérations affiliées.

Travail.Suisse siège dans des groupes d'ex-
perts et des commissions extra-parlementaires
et se prononce, dans le cadre de procédures de
consultation, sur toutes les modifications de loi
qui concernent les travailleurs et travailleuses.
Travail.Suisse étaye cette activité par un travail de
relations publiques soutenu.

**Travail.Suisse a la capacité de lancer des ini-
tiatives et des référendums.** L'organisation dispose
ainsi d'instruments d'intervention qui ne peuvent être
ignorés.

**Les organisations suivantes sont affiliées à
Travail.Suisse:** Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale
Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair,
Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais
SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB,
Fédération des Associations de Professeurs des
Hautes écoles spécialisées suisses HES-CH, Fédé-
ration Suisse des Représentations du Personnel de
l'Economie Electrique FPE, Association romande des
logopédistes diplômés ARLD, Employés Droguistes
Suisse, Fédération chrétienne des travailleurs et
travailleuses hongrois/es de Suisse VUCAS.

In eigener Sache

Travail.Suisse vertritt die Interessen der Mitglieder in Politik und Wirtschaft. Oberstes Ziel sind Rahmenbedingungen, welche den Arbeitnehmenden gute Arbeitsbedingungen, eine solide Aus- und Weiterbildung und eine verlässliche soziale Absicherung gewährleisten.

Travail.Suisse ist vor allem aktiv zu den Themen Arbeitsmarkt, Sozialpolitik und Sozialversicherungen, Aus- und Weiterbildung, Vereinbarkeit von Beruf und Familie, Finanz- und Steuerpolitik, Energie- und Umweltpolitik sowie Migrationspolitik.

Travail.Suisse handelt unabhängig und ist keiner Partei verpflichtet. Travail.Suisse pflegt enge Beziehungen zu Regierung und Behörden, Parlament und Parteien sowie Wirtschaftsverbänden.

Travail.Suisse bekennt sich zur Sozialpartnerschaft. Eine gut funktionierende Partnerschaft zwischen Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden ist eine zentrale Voraussetzung für die Stabilität unseres Landes. Dialog statt Konfrontation lautet die Devise von Travail.Suisse.

Travail.Suisse greift arbeitnehmerrelevante Themen frühzeitig auf und gestaltet sie über alle Etappen des politischen Prozesses mit. Die Organisation stützt sich dabei auf den intensiven Meinungsaustausch mit ihren Mitgliedsverbänden.

Travail.Suisse hat Einsitz in Expertengruppen und ausserparlamentarischen Kommissionen und nimmt im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zu allen arbeitnehmerrelevanten Gesetzesänderungen Stellung. Travail.Suisse verstärkt diese Arbeit durch konsequente Öffentlichkeitsarbeit.

Travail.Suisse ist initiativ- und referendumsfähig.

Damit verfügt die Organisation über Handlungsinstrumente, die nicht ignoriert werden können.

Travail.Suisse hat folgende Organisationen als

Mitglieder: Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Schweizer Verband der Fachhochschuldozierenden FH-CH, Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE, Association romande des logopédistes diplômés ARLD, Angestellte Drogisten Suisse, Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS.

Travail.Suisse ist der unabhängige Dachverband von rund 150 000 Arbeitnehmenden in der Schweiz.

Avant-propos du président



2015 a été pour Travail.Suisse une année riche en événements. La suppression du taux de change minimum avec l'Euro a chargé l'économie et les travailleurs et travailleuses. Mais à la fin de l'année, les pires craintes d'une récession ne s'étaient toutefois pas réalisées et la situation économique est restée stable. Les très bas prix de l'énergie y ont contribué mais aussi l'engagement des travailleurs et travailleuses dans toute la Suisse. Le taux de chômage officiel est aussi resté stable avec 3,7 pourcent à la fin décembre.

Mais cela ne doit pas cacher le fait que le taux de chômage selon la définition de l'OIT a lui augmenté dans le même laps de temps de 4,1 à 4,7 pourcent !

Dans cette optique et du fait que les prévisions de croissance pour les années à venir pointent à nouveau vers le haut, il faut empêcher que les négociations salariales se concluent par le gel des salaires. On y est parvenu en général, mais nous considérons comme insuffisants les résultats entre 0,5 et 1 pourcent.

La saisie du temps de travail a fait l'objet d'une décision au début de l'année mais il s'agit de poursuivre la discussion. A la fin mars, Travail.Suisse a rappelé que les dispositions de la loi sur le travail sont déterminantes pour la protection de la santé et le bien-être des travailleurs et travailleuses. Les contrôles et la limitation du temps de travail jouent ici un rôle central.

Dans le contexte de la révision de la prévoyance vieillesse 2020, nous avons martelé encore une fois notre exigence pour augmenter le « Legal Quote » dans le 2^{ème} pilier. Malheureusement, le Conseil des Etats est resté sourd à cette requête, ce qui réjouit

les assureurs ! Mais on ne lâche pas notre os.

Notre étude sur les salaires des managers montre que l'initiative sur les rémunérations abusives, acceptée par le peuple, n'a pas d'effet sur le niveau des salaires des managers. Même après la 11^{ème} parution de l'étude, l'intérêt médiatique ne faiblit pas.

Nous avons utilisé notre analyse de 46 conventions collectives de travail (CCT) sur le thème du congé paternité comme partie d'une campagne publique à cet égard. Travail.Suisse a organisé l'action « du temps pour les papas » sur la place Waisenhaus à Berne, juste avant les délibérations de la commission sociale du Conseil des Etats sur une initiative parlementaire pour un congé paternité de deux semaines. Hélas, elle n'a pas trouvé de majorité au Conseil des Etats. Mais notre sondage représentatif a montré que la population ne comprend pas pourquoi les pères n'ont droit qu'à un jour de congé lors de la naissance d'un enfant.

C'est pourquoi, le Comité a mené d'intensives discussions sur le lancement d'une initiative populaire. Lors de sa séance de décembre, le Comité a décidé, sans opposition, de préparer le lancement d'une initiative populaire avec des organisations partenaires. Travail.Suisse peut ainsi faire la preuve de sa capacité à lancer une initiative propre et en tirer profit sur le plan politique bien au-delà du projet lui-même.

Avec le « Baromètre Conditions de travail », Travail.Suisse a lancé un nouveau projet innovant juste avant le congrès et va poursuivre son développement au cours des années à venir.

Le Comité et le bureau exécutif ont été passablement occupés par la préparation du congrès et la succession du président Martin Flügel. Le congrès a été un événement réussi et représente une bonne carte de visite pour Travail.Suisse (ce rapport en fait aussi l'écho). Les consultations et les discussions sur

notre document du congrès, qui ont eu lieu au sein des fédérations membres et de notre organisation, ont porté leurs fruits et ont renforcé notre position. J'en profite ici pour en remercier tout un chacun qui y a collaboré. Ces positions seront nos lignes directrices pour les quatre années à venir. Le nouveau Parlement, élu en octobre 2015, ne nous facilitera pas la tâche.

Après 16 ans passés à Travail.Suisse, dont huit en tant que président, Martin Flügel a décidé de ne pas se représenter pour un nouveau mandat. Cette décision a déclenché un processus de sélection détaillé. Le Comité décida, avec ma personne, de retenir pour la première fois une candidature externe. Mon élection au congrès reste encore bien gravée dans ma mémoire et je suis très reconnaissant pour la grande confiance dont on m'a témoigné. Martin Flügel m'a laissé une organisation bien dirigée et bien organisée. Avec son départ, c'est aussi beaucoup de savoir qui nous quitte, en particulier l'histoire de notre organisation faïtière. Je remercie encore une fois très chaleureusement Martin Flügel pour son grand engagement à cette place. Je remercie aussi les collaborateurs et collaboratrices de Travail.Suisse pour le soutien qu'ils m'ont apporté lors de mon arrivée et au-delà.

En citant librement Max Weber pour qui « la politique équivalait au percement puissant et fastidieux de planches très dures avec passion mais aussi discernement », Martin Flügel m'a remis au congrès une « perceuse en or ». Nous allons ensemble, avec les fédérations membres, les membres du Comité et les collaborateurs et collaboratrices continuer à forer ! Je vous remercie toutes et tous très sincèrement pour votre soutien.

Adrian Wüthrich, président

Vorwort des Präsidenten

Für Travail.Suisse war 2015 ein bewegtes Jahr.

Die Aufhebung des Euro-Mindestkurses Mitte Januar beschäftigte die Wirtschaft und die Arbeitnehmenden. Ende Jahr waren die schlimmsten (Rezessions-) Befürchtungen nicht eingetroffen und die Wirtschaftslage erwies sich als stabil. Dazu haben nicht nur die aktuell sehr tiefen Energiepreise beigetragen, sondern der Einsatz der Arbeitnehmenden in der ganzen Schweiz. Stabil geblieben ist auch die offizielle Arbeitslosenquote mit 3,7 Prozent Ende Dezember. Aufhorchen lässt allerdings die Tatsache, dass die Erwerbslosenquote gemäss Definition des Internationalen Arbeitsamtes (ILO) in der Schweiz im gleichen Zeitraum von 4,1 auf 4,7 Prozent angestiegen ist.

Vor diesem Hintergrund und angesichts der Tatsache, dass die Wachstumsprognosen für die kommenden Jahre wieder nach oben zeigen, galt es, in den Lohnverhandlungen flächendeckende Nullrunden zu verhindern. Dies ist weitgehend gelungen. Trotzdem erachten wir Abschlüsse zwischen 0,5 und 1 Prozent als ungenügend.

Bei der Arbeitszeiterfassung konnte Anfang Jahr ein Entscheid herbeigeführt werden. Er gibt allerdings weiter zu reden. Ende März hat Travail.Suisse daran erinnert, dass die Bestimmungen im Arbeitsgesetz für den Schutz der Gesundheit und des Wohlbefindens der Arbeitnehmenden entscheidend sind. Die Kontrolle und die Beschränkung der Arbeitszeit spielen hier eine absolut zentrale Rolle.

Vor dem Hintergrund der Revision der Altersvorsorge 2020 konnten wir unsere Forderung, die «Legal Quote» in der 2. Säule zu erhöhen, bekräftigen. Leider verschloss sich der Ständerat diesem Anliegen. Die Versicherungskonzerne freut's! Wir bleiben dran.

Mit der Managerlohnstudie zeigten wir, dass die vom Volk angenommene Abzockerinitiative keine Wirkung auf die Höhe der Managerlöhne hat. Auch

nach der elften Durchführung stossen die Resultate immer wieder auf Interesse.

Die Analyse von 46 Gesamtarbeitsverträgen zum Thema Vaterschaftsurlaub nutzten wir als Teil einer öffentlichen Kampagne für das Thema. Im Vorfeld der Beratungen der Sozialkommission des Ständerats über eine parlamentarische Initiative für einen zweiwöchigen Vaterschaftsurlaub organisierte Travail.Suisse die Papizeit-Aktion auf dem Berner Waisenhausplatz. Leider fand der Vorstoss keine Mehrheit im Ständerat. Unsere repräsentative Umfrage zeigt aber, dass im Volk nicht verstanden wird, warum die Väter bei einer Geburt eines Kindes nur Anspruch auf einen freien Tag haben.

Der Vorstand hat deshalb intensive Diskussionen über die Lancierung einer Volksinitiative geführt. An der Dezember-Vorstandssitzung entschieden wir dann ohne Gegenstimme, zusammen mit Partnerorganisationen eine Volksinitiative für einen Vaterschaftsurlaub vorzubereiten. Travail.Suisse kann so die eigene Initiativefähigkeit unter Beweis stellen und erzielt aus organisationspolitischer Sicht weit über das Projekt Vaterschaftsurlaub hinaus einen Nutzen.

Mit dem «Barometer Gute Arbeit» lancierte Travail.Suisse im Vorfeld des Kongresses ein neues, innovatives Projekt, das wir in den kommenden Jahren weiterentwickeln werden.

Vorstand und Geschäftsstelle waren auch mit dem Kongress und der Nachfolge von Präsident Martin Flügel beschäftigt. Der Kongress war ein gelungener Anlass und eine gute Visitenkarte für Travail.Suisse (davon berichten wir auch in diesem Jahresbericht). Die Vernehmlassungen und die Diskussionen zu unserem Kongresspapier innerhalb der Mitgliederverbände und unserer Organisation waren befruchtend und schärften unsere Positionen. An dieser Stelle danke ich allen für die Mitarbeit. Die

Positionen werden unsere Leitlinien für die kommenden vier Jahre sein. Mit dem im Oktober 2015 neu gewählten Parlament wird unsere Arbeit allerdings nicht einfacher.

Nach 16 Jahren Travail.Suisse, davon acht Jahre als Präsident, hatte sich Martin Flügel entschieden, nicht für eine weitere Amtsperiode zu kandidieren. Dieser Entscheid löste einen ausführlichen Findungsprozess aus. Der Vorstand beschloss, mit meiner Person erstmals die Wahl eines externen Kandidaten zu beantragen. Meine Wahl am Kongress ist mir noch in bester Erinnerung und ich danke für das grosse mir entgegengebrachte Vertrauen! Martin Flügel hat mir eine gut geführte und gut aufgestellte Organisation übergeben. Mit ihm verlieren wir viel Wissen – auch rund um die Geschichte unseres Dachverbandes. Ich danke Martin Flügel für sein grosses Engagement an dieser Stelle noch einmal herzlich. Ebenso danke ich den Mitarbeitenden von Travail.Suisse für die Unterstützung beim Einstieg und darüber hinaus.

Frei nach Max Weber, der Politik als «ein starkes langsames Bohren von harten Brettern mit Leidenschaft und Augenmass zugleich» betitelt hat, übergab mir Martin Flügel am Kongress einen goldenen Bohrer. Zusammen mit den Mitgliedsverbänden, den Vorstandsmitgliedern und den Mitarbeitenden der Geschäftsstelle bohren wir weiter! Ich danke allen herzlich für die Unterstützung.

Adrian Wüthrich, Präsident

De Martin Flügel à Adrian Wüthrich

**Congrès :
nouveau programme –
nouveau président**

Le 12 septembre 2015 s'est déroulé à la Fabrikhalle à Berne, sous le titre « Pour du travail ayant de l'avenir » et en présence de très nombreux invités du monde politique et économique, le 4^{ème} congrès de Travail.Suisse depuis sa fondation.

Les délégué-e-s ont débattu et décidé, d'une part, des positions politiques de Travail.Suisse pour les prochaines quatre années et ont fait valoir, d'autre part, leur conception d'une Suisse sociale et prospère. Ils ont ainsi posé les jalons des activités que Travail.Suisse déploiera au cours des quatre

prochaines années. Une politique familiale tournée vers l'avenir en est clairement l'un des points forts avec comme fer de lance un congé paternité payé et réglé dans la loi.

On a aussi présenté aux délégué-e-s les résultats du « Baromètre Conditions de travail ». Il s'agit d'un indicateur qui évalue les conditions de travail du point de vue des travailleurs et travailleuses. Une enquête représentative que Travail.Suisse a produit pour la première fois cette année, et qui sera reconduite à intervalles réguliers à l'avenir, en est la base.

La présence du Conseiller fédéral Alain Berset a été un autre point fort de ce congrès. Il a référé sur la prévoyance vieillesse 2020 et son but qui est de maintenir le niveau des prestations dans la prévoyance vieillesse et garantir l'équilibre financier entre le 1^{er} et le 2^{ème} pilier.

Figurait aussi au programme du Congrès 2015 l'élection d'Adrian Wüthrich comme nouveau président. Martin Flügel avait décidé déjà en automne 2014 de ne pas se représenter pour une troisième période en tant que président. Cette annonce précoce a permis au Comité de démarrer tôt le processus de recherche et de se pencher en détail sur la succession.

Le 12 septembre 2015, Adrian Wüthrich succède à Martin Flügel à la présidence de Travail.Suisse.

Am 12. September 2015 übernahm Adrian Wüthrich von Martin Flügel das Präsidium von Travail.Suisse.

Avec Adrian Wüthrich, on a trouvé une personne qui a fait la preuve à plusieurs reprises de sa capacité à reprendre cette fonction. Les délégué-e-s ont partagé l'avis du Comité et ont élu à l'unanimité Adrian Wüthrich à la tête de Travail.Suisse. En même temps, ils ont remercié Martin Flügel pour l'impressionnant travail qu'il a accompli au cours des huit dernières années. Il a réussi à consacrer la position de Travail.Suisse de manière durable en tant qu'organisation faitière indépendante et reconnue. Il remet ainsi à son successeur une organisation forte et bien parée pour le futur.

**Comité : coup d'envoi pour
une initiative populaire**

Les membres suivants ont œuvré au sein du Comité de Travail.

Suisse : Martin Flügel (président, jusqu'en septembre 2015), Adrian Wüthrich (président depuis septembre 2015), Jacques-André Maire, Conseiller national (vice-président), Meinrado Robbiani (vice-président, OCST), Diego Frieden, Sabine Hunger (jusqu'en juin 2015), Arno Kerst, Carlo Mathieu, Joël Mugny, Selina Tribbia (dès septembre 2015, tous Syna), Lorenzo Jelmini (OCST); Eric Dubuis, Hanspeter Göldi (jusqu'en octobre 2015), Esther Lüscher (dès novembre 2015), Urs Masshardt (tous Hotel & Gastro Union); Tanja Brülisauer et Robert Métrailler (les deux Transfair); Patrick Chabbey et Bernard Tissières (les deux SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB); Gaston Wolf (HES-CH); Andreas Camelin (dès septembre 2015), Franz Ettl (jusqu'en juin 2015, les deux FPE); Michèle Kaufmann-Meyer (ARLD, petites fédérations); Rudolf Henes (fédérations régionales); Roman Helfer (Jeunesse.Suisse); Michel Pillonel (dès septembre



Von Martin Flügel zu Adrian Wüthrich

Kongress: Neues Programm – neuer Präsident

Am 12. September 2015 fand in der Fabrikhalle 12 in Bern unter dem Titel «Für Arbeit mit Zukunft» und im Beisein zahlreicher

Gäste aus Politik und Wirtschaft der vierte Kongress von Travail.Suisse nach der Gründung statt.

Die Delegierten berieten und beschlossen die politischen Positionen von Travail.Suisse für die nächsten vier Jahre und legten ihre Vorstellungen einer sozialen und prosperierenden Schweiz dar. Sie stellten damit die Weichen für die Aktivitäten, die Travail.Suisse in den nächsten vier Jahren entfalten wird. Zu den Schwerpunkten gehört unter anderem eine zukunftsgerichtete Familienpolitik. Teil dieser Politik ist ein gesetzlich geregelter, bezahlter Vaterchaftsurlaub.

Die Delegierten nahmen aber auch die Ergebnisse des «Barometer Gute Arbeit» zur Kenntnis. Der «Barometer Gute Arbeit» ist ein Indikator, welcher die Arbeitsbedingungen aus Sicht der Arbeitnehmenden bewertet. Grundlage ist eine repräsentative Umfrage, die Travail.Suisse in diesem Jahr erstmals durchgeführt hat und künftig in regelmässigen Abständen durchführen wird.

Ein weiterer Höhepunkt des diesjährigen Kongresses war der Auftritt von Bundesrat Alain Berset, der über die Altersvorsorge 2020 referierte und sein Ziel, mit der Paketlösung das Leistungsniveau in der Altersvorsorge zu erhalten und das finanzielle Gleichgewicht der ersten und zweiten Säule zu sichern, untermauerte.

Am Kongress 2015 stand aber auch die Wahl von Adrian Wüthrich zum neuen Präsidenten auf dem

Programm. Bereits im Herbst 2014 hatte Martin Flügel entschieden, sich nicht für eine dritte Amtszeit als Präsident zur Verfügung zu stellen. Diese frühe Ankündigung erlaubte es dem Vorstand, den Findungsprozess frühzeitig einzuleiten und sich eingehend mit der Nachfolge auseinanderzusetzen.

Mit Adrian Wüthrich konnte eine Person gewonnen werden, die ihre Fähigkeiten für die Übernahme des Präsidiums mehrfach unter Beweis gestellt hat. Die Delegierten teilten diese Meinung des Vorstandes und wählten Adrian Wüthrich einstimmig an die Spitze von Travail.Suisse. Gleichzeitig dankten sie Martin Flügel für die von ihm in den letzten acht Jahren geleistete, beeindruckende Arbeit. Es ist ihm gelungen, die Position von Travail.Suisse als eigenständigen Dachverband nachhaltig zu festigen. Seinem Nachfolger konnte er eine starke und für die Zukunft gut aufgestellte Organisation übergeben.

Vorstand: Startschuss für Volksinitiative

Folgende Mitglieder wirkten 2015 im Vorstand von Travail.Suisse mit: Martin Flügel (Präsident, bis September 2015), Adrian Wüthrich (Präsident, ab September 2015), Nationalrat Jacques-André Maire (Vizepräsident), Meinrado Robbiani (Vizepräsident, OCST), Diego Frieden, Sabine Hunger (bis Juni 2015), Arno Kerst, Carlo Mathieu, Joël Mugny, Selina Tribbia (ab September 2015, alle Syna); Lorenzo Jelmini (OCST); Eric Dubuis, Hanspeter Göldi (bis Oktober 2015), Esther Lüscher (ab November 2015), Urs Masshardt (alle Hotel & Gastro Union); Tanja Brülisauer und Robert Métrailler (beide transfair); Patrik Chabbey und Bernard Tissières (beide SCIV); Alexan-



Bundesrat Alain Berset war Ehrengast am Kongress von Travail.Suisse. Hier mit Jacques-André Maire, Nationalrat und Vizepräsident von Travail.Suisse.

Le Conseiller fédéral Alain Berset a été l'hôte d'honneur au congrès de Travail.Suisse. Ici en compagnie de Jacques-André Maire, conseiller national et vice-président de Travail.Suisse.

der Bélaz (AV ABB); Gaston Wolf (FH-CH); Andreas Camelin (ab September 2015), Franz Ettl (bis Juni 2015, beide VPE); Michèle Kaufmann-Meyer (ARLD, kleine Verbände); Rudolf Henes (regionale Vereinigungen); Roman Helfer (Jeunesse.Suisse); Michel Pilonel (ab September 2015, Rentnerkommission). An

2015, commission des retraités); Franziska Theiler, directrice de l'œuvre d'entraide Brücke • Le pont, a aussi participé aux réunions, mais sans droit de vote.

Le Comité s'est saisi d'un grand nombre de projets, comme la Loi fédérale sur les heures d'ouverture des magasins, qui court-circuite les réglementations valables jusqu'ici au niveau cantonal. Le Comité a aussi préparé la participation à la grande manifestation sur l'égalité des salaires qui se déroula à Berne, le 7 mars. Il s'est aussi penché à plusieurs reprises sur l'état des travaux de mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse. La 3^{ème} réforme de l'imposition des entreprises, la saisie du temps de travail, la prévoyance vieillesse 2020 et le congé paternité furent d'autres points forts. Lors de la dernière séance de l'année passée sous revue, le Comité décida de préparer le lancement d'une initiative populaire pour l'introduction d'un congé paternité payé.

Il va de soi que le Comité a aussi consacré beaucoup de temps à la préparation du congrès en septembre 2015 et à l'élaboration des positions et

revendications qu'il a présentées aux délégué-e-s. La séance de retraite à Sion a été entièrement consacrée à ce travail ainsi qu'à l'information sur les résultats du « Baromètre Conditions de travail ». A la séance du 11 mars, le Comité décida de proposer aux délégué-e-s Adrian Wüthrich pour être élu en tant que nouveau président de Travail.Suisse.

**Bureau exécutif:
un nouveau président
signifie un nouveau
directeur**

Le changement à la présidence signifie aussi un changement notable au bureau exécutif. Vu qu'à Travail.

Suisse, la fonction de président est aussi en même temps celle de directeur, le bureau exécutif est dirigé depuis septembre maintenant par Adrian Wüthrich. En outre, avec Hélène Agbémégnah, l'équipe de Travail.Suisse compte une nouvelle personne responsable « de la politique de migration et des questions juridiques ».

Voici la composition du bureau exécutif en 2015:

Adrian Wüthrich (président et directeur), Hélène Agbémégnah (responsable de la politique de migration et des questions juridiques), Valérie Borioli Sandoz (responsable de la politique de l'égalité), Gabriel Fischer (responsable de la politique économique), Matthias Kuert Killer (responsable de la politique sociale), Therese Schmid (responsable de l'administration) Erich Tschirky (responsable des finances), Denis Torche (responsable de la politique énergétique et environnementale, fiscale et financière et de la politique extérieure) et Bruno Weber-Gobet (responsable de la politique de formation).

Aline Meyer et Chantal Gagnebin épaulent le bureau exécutif sur le plan administratif.

Dans le cadre d'un stage en 2015 à Travail.Suisse, André Marty s'est occupé du suivi des chiffres les plus récents concernant les salaires des managers des plus grandes entreprises cotées à la bourse suisse. Il a aussi procédé à l'examen des réglementations du congé paternité dans les conventions collectives de travail (CCT).



Adrian Wüthrich, président

Adrian Wüthrich, Präsident



*Gabriel Fischer,
responsable politique
économique*

*Gabriel Fischer,
Leiter Wirtschaftspolitik*



*Matthias Kuert Killer,
responsable politique sociale*

*Matthias Kuert Killer,
Leiter Sozialpolitik*

den Zusammenkünften nahm jeweils auch Franziska Theiler, Geschäftsleiterin des Hilfswerks Brücke • Le pont, teil, allerdings ohne Stimmrecht.

Inhaltlich befasste sich der Vorstand mit einer Vielzahl von Vorlagen. Dazu gehörte unter anderem das Bundesgesetz über die Ladenöffnungszeiten, mit dem die bisher auf kantonaler Ebene gültigen Regelungen übersteuert werden. Der Vorstand bereitete aber auch die Teilnahme an der grossen Demonstration zur Lohngleichheit vor, die am 7. März in Bern stattfand. Er befasste sich an mehreren Sitzungen mit dem Stand der Umsetzungsarbeiten der Masseneinwanderungsinitiative. Die Unternehmenssteuerreform III, die Arbeitszeiterfassung, die Altersvorsorge 2020 und der Vaterschaftsurlaub waren weitere Schwerpunktthemen. An der letzten Sitzung des Berichtsjahrs entschied der Vorstand, eine Volksinitiative für die Einführung eines bezahlten Vaterschaftsurlaubs vorzubereiten.

Selbstverständlich setzte der Vorstand auch viel Zeit ein für die Vorbereitung des Kongresses im Sep-

tember 2015 und die Erarbeitung der Positionen und Forderungen, die er den Delegierten vorlegte. Die Klausursitzung in Sion war ganz dieser Arbeit sowie der Information über die Ergebnisse des «Barometer Gute Arbeit» gewidmet. An der Sitzung vom 11. März beschloss der Vorstand zudem, den Delegierten Adrian Wüthrich zur Wahl als neuer Präsident von Travail.Suisse vorzuschlagen.

**Geschäftsleitung:
Neuer Präsident bedeutet
neuer Geschäftsleiter**

Mit dem Wechsel im Präsidium hat es auch in der Geschäftsleitung eine wesentliche Änderung gegeben. Da bei Travail.Suisse der Präsident gleichzeitig auch mit der Geschäftsführung betraut ist, wird die Geschäftsleitung seit September neu durch Adrian Wüthrich geleitet. Zudem ist mit Héléne Agbémégnah eine neue Leiterin «Migrationspolitik und Rechtsfragen» zum Team von Travail.Suisse gestossen.

Die Geschäftsleitung setzt sich damit gegenwärtig wie folgt zusammen: Adrian Wüthrich (Präsident und Geschäftsleiter), Héléne Agbémégnah (Leiterin Migrationspolitik und Rechtsfragen), Valérie Borioli Sandoz (Leiterin Gleichstellungspolitik), Gabriel Fischer (Leiter Wirtschaftspolitik), Matthias Kuert Killer (Leiter Sozialpolitik), Linda Rosenkranz (Leiterin Kommunikation), Therese Schmid (Leiterin Administration), Erich Tschirky (Finanzverantwortlicher), Denis Torche (Leiter Energie- und Umweltpolitik, Steuer- und Finanzpolitik, Aussenpolitik) und Bruno Weber-Gobet (Leiter Bildungspolitik).

In administrativer Hinsicht wird die Geschäftsleitung durch Aline Meyer sowie Chantal Gagnebin unterstützt.

André Marty arbeitete 2015 im Rahmen eines Praktikums bei Travail.Suisse die neusten Zahlen in Bezug auf die Löhne der Manager der grössten börsenkotierten Unternehmen auf und untersuchte zudem die Gesamtarbeitsverträge bezüglich der Regelungen in Sachen Vaterschaftsurlaub.

*Valérie Borioli Sandoz,
Leiterin Gleichstellungspolitik*



*Valérie Borioli Sandoz,
responsable politique d'égalité*

*Bruno Weber,
Leiter Bildungspolitik*



*Bruno Weber,
responsable politique
de formation*

*Therese Schmid,
Leiterin Administration*



*Therese Schmid,
responsable administration*



*Linda Rosenkranz,
responsable de la
communication*

*Linda Rosenkranz,
Leiterin Kommunikation*



*Denis Torche,
responsable politique
extérieure, politique financière
et fiscale et politique environ-
nementale*

*Denis Torche, Leiter Umwelt-,
Steuer- und Aussenpolitik*



*Hélène Agbémégnah,
responsable politique de mig-
ration et questions juridiques*

*Hélène Agbémégnah,
Leiterin Migrationspolitik und
Rechtsfragen*

Economie et marché du travail

Un marché du travail déprimé

Les entreprises d'exportation et le tourisme doivent lutter

L'économie suisse laisse derrière elle une année pleine de défis. La décision de la Banque nationale de supprimer le taux minimum avec le cours de l'Euro, le 15 janvier, a été l'événement marquant et a conduit à une forte appréciation du franc. Brièvement, le franc suisse a même atteint la parité avec l'Euro ; mais même la stabilisation du taux de change juste en-dessous de 1,10 représente une surévaluation durable du franc. Ce sont les entreprises exportant leurs biens dans la zone euro et le tourisme qui sont le plus touchés par le franc fort. Dans l'ensemble, le développement économique s'est fortement ralenti mais est resté en zone positive, bien éloigné d'une récession. Selon les prévisions les plus récentes du Seco, la croissance du PIB en 2015 a été de 0,8 pourcent.

La force du franc met en danger les places de travail

La fin du cours minimum avec l'Euro a laissé aussi ses traces sur le marché du travail. Ainsi, des emplois ont été perdus de façon continue même si on a pu éviter jusqu'ici en général des licenciements de masse. A la fin de l'année, 158 629 personnes étaient annoncées aux Offices régionaux de placement (ORP), soit un accroissement de plus de 11 000 personnes par rapport à l'année précédente. Avec un taux de chômage actuel de 3,3 pourcent, et dans la perspective que la force du franc s'exercera encore plus fortement sur les places de travail, le marché suisse du travail se trouve dans sa phase la plus précaire depuis le point culminant de la crise financière de 2009.

Séquelles d'une votation

L'initiative sur l'immigration de masse, acceptée par le peuple suisse le 9 février 2014, a laissé des traces sur les élections fédérales 2015. On n'a toujours pas résolu la question de la mise en œuvre de l'Article 121a de la Constitution fédérale. L'année dernière a ainsi été marquée par l'incertitude sur le futur des relations avec l'Union européenne (UE). Pour Travail Suisse, le maintien des accords bilatéraux avec l'UE est prioritaire et l'idée d'une clause de sauvegarde unilatérale n'est pas à même de résoudre durablement le problème. Ce qui est central pour les travailleuses et les travailleurs, c'est l'optimisation et le renforcement des mesures d'accompagnement. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut garantir qu'à l'avenir aussi prévaudront en Suisse des salaires et des conditions de travail suisses.



*Erich Tschirky,
responsable des finances*

*Erich Tschirky,
Finanzverantwortlicher*



*Chantal Gagnebin,
Administration*



*Aline Meyer,
Administration*

Wirtschaft und Arbeitsmarkt

Arbeitsmarkt in Schiefelage

Exportunternehmen und Tourismus kämpfen

Die Schweizer Wirtschaft hat ein anspruchsvolles Jahr hinter sich.

Der Entscheid der Nationalbank zur Aufhebung des Euromindestkurses am 15. Januar war dabei das prägende Ereignis und führte zu einer starken Aufwertung des Frankens. Kurzfristig erreichte der Franken gar Parität mit dem Euro, aber auch die Stabilisierung des Wechselkurses bei etwas unter 1,10 stellt eine nachhaltige Überbewertung des Frankens dar. Schwergewichtig betroffen vom starken Franken sind Exportunternehmen, die ihre Güter in den Euroraum ausführen, und der Tourismus. Insgesamt kühlte sich die Wirtschaftsentwicklung merklich ab, blieb aber im positiven Bereich und damit weit entfernt von einer Rezession. Nach den neusten Prognosen des Seco lag das BIP-Wachstum 2015 im Bereich von 0,8 Prozent.

Frankenstärke gefährdet Arbeitsplätze

Auch auf dem Arbeitsmarkt hinterliess das Ende des Euromindestkurses seine Spuren. Auch wenn grössere Massenentlassungen bisher noch weitestgehend ausblieben, gingen doch kontinuierlich Arbeitsplätze verloren. Ende Jahr waren 158629 Personen bei den Regionalen Arbeitsvermittlungszentren (RAV) gemeldet, was einer Zunahme von über 11 000 Personen gegenüber dem Vorjahr entspricht. Mit einer aktuellen Arbeitslosenquote von 3,3 Prozent und der Aussicht, dass sich die Frankenstärke noch stärker auf die Beschäftigungssituation auswirken wird, befindet sich der Schweizer Arbeitsmarkt in der prekärsten Phase seit dem Höhepunkt der Finanzkrise 2009.

Nachwehen einer Abstimmung

Auch das eidgenössische Wahljahr 2015 stand noch stark unter den Nachwe-

hen der Masseneinwanderungsinitiative, die am 9. Februar 2014 angenommen worden ist. Die Frage nach der Umsetzung von Artikel 121a der Bundesverfassung ist nach wie vor nicht gelöst. Die daraus entstehende Unsicherheit über die Zukunft der Beziehungen mit der Europäischen Union prägte das letzte Jahr. Für Travail.Suisse war immer klar, dass der Erhalt der bilateralen Verträge mit der EU Priorität haben muss und dass die Idee einer unilateralen Schutzklausel nicht nachhaltig und zielführend ist. Für die Arbeitnehmenden in der Schweiz sind eine Optimierung und Verstärkung der flankierenden Massnahmen zentral. Nur so kann auch zukünftig garantiert werden, dass in der Schweiz Schweizer Löhne und Arbeitsbedingungen gelten.

Anspruchsvolle Lohnverhandlungen

Wie gewohnt stiegen Travail.Suisse und die angeschlossenen

Des négociations salariales exigeantes

Comme à l'accoutumée, Travail.Suisse et ses fédérations affiliées émirent des revendications salariales différenciées pour les négociations salariales de l'automne 2015. Mais en raison de la surévaluation du franc et du renchérissement négatif au cours de l'année, on a été confronté à une situation de départ très exigeante. Le but a été d'éviter que l'on se retrouve avec aucune augmentation salariale presque partout. Des gels salariaux devaient rester l'exception et le but était de parvenir à des augmentations de salaires entre 0,5 et 1,5 pourcent. Bien que dans l'artisanat et l'industrie, il y a eu pas mal de résultats nuls, on a pu obtenir en général dans la plupart des cas des augmentations de salaires. Mais une augmentation de 0,5 à 1 pourcent, presque exclusivement versée à titre individuel, reste insuffisante pour Travail.Suisse.

L'initiative sur les rémunérations abusives n'a presque pas d'effet

Pour la 11^{ème} fois consécutive, Travail.Suisse a examiné les rémunérations des Top-managers dans 27 entreprises de Suisse. La tendance à une consolidation dans les entreprises en pointe des écarts salariaux s'est poursuivie. En même temps, Travail.Suisse constate une forte croissance auprès de la « seconde garde » – d'un côté les entreprises un peu moins grandes et auprès des membres de la direction d'autre part. Quant à l'initiative sur les rémunérations abusives acceptée par le peuple, on ne voit pas d'effet concret et il est facile de contourner les mécanismes de limitation prévus.

Nouvel instrument pour mesurer les conditions de travail

Avec le « Baromètre Conditions de travail », Travail.Suisse a introduit en Suisse en 2015 un

nouvel instrument pour la mesure des conditions de travail. L'évaluation des conditions de travail pose la question centrale de savoir ce que condition de travail signifie pour s'épanouir dans l'univers professionnel. Pour ce faire, il faut une protection suffisante de la santé, maintenir la motivation et donner aux travailleurs et travailleuses un sentiment suffisant de sécurité. Le stress et la charge psychique au lieu de

Politique de l'égalité

Etre enceinte au travail: une offre élargie d'information

Le projet « info-workcare.ch » a un nom et un logo

Les travaux préparatoires du projet d'envergure de Travail.Suisse se poursuivent. L'objectif est de créer la

première plateforme nationale d'informations et de ressources en ligne gratuites destinées spécifiquement aux personnes actives impliquées dans les tâches de « care ». Ce projet est soutenu financièrement par le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes.

L'année 2015 a été marquée par le relevé de plus de 1000 adresses régionales, réparties en une quinzaine de grandes catégories (habiter, parler, soigner, urgence, cours, etc.) et par la finalisation du contenu et sa traduction dans les deux autres langues nationales. Les textes ont été revus par le Groupe d'experts et le Groupe d'accompagnement, composé de représentants des grandes fédérations de Travail.Suisse, d'associations professionnelles et organisations diverses comme les intérêts des hommes, l'accompagnement des proches aidants, les conseils en conciliation, les prestations et soins aux proches aidants et aux proches aidés, ainsi que de la recherche académique.

travail sont ressentis négativement. La promotion de la formation continue par l'employeur est aussi considérée comme insuffisante. Une forte préoccupation se manifeste aussi pour sa place de travail. Les travailleurs plus âgés en particulier considèrent que leur mobilité sur le marché du travail et leur employabilité sont limitées et ne croient guère, en cas de la perte de leur emploi, de retrouver un emploi comparable.

La programmation du site s'est poursuivie durant toute l'année, évoluant au fur et à mesure des ajustements souhaités au niveau de la structure et du contenu. La recherche de synergies a bien fonctionné en 2015. Ainsi, une collaboration s'est développée avec l'Institut de recherche Careum de Zürich qui a développé une offre de services dans le même domaine mais destinée aux entreprises et à leurs ressources humaines. En particulier, la recherche de témoins prêts à être filmés dans des petites vidéos de sensibilisation s'est organisée dans les réseaux de Travail.Suisse en Suisse romande. Ces petits films seront tournés par l'équipe de Careum en 2016 et intégrés aux deux sites, celui de www.workandcare.ch de Careum et www.info-workcare.ch de Travail.Suisse.

La rédaction, la traduction et l'enregistrement dans le nouveau site ayant pris plus de temps que prévu, l'évaluation du site par des utilisateurs potentiels est reporté à 2016. Un bureau d'évaluation spécialisé a été mandaté pour cela.

Ce retard ne devrait pas compromettre le lancement officiel du site. Ce sera l'occasion d'organiser une demi-journée d'étude sur le thème de la conciliation du travail salarié et des tâches de « care »

Verbände mit differenzierten Lohnforderungen in den Lohnherbst 2015. Unter dem Eindruck des überbewerteten Frankens und der auch im laufenden Jahr negativen Teuerung war die Ausgangslage aber äusserst anspruchsvoll. Das Ziel bestand darin zu verhindern, dass flächendeckend Nullrunden verhängt werden. Es sollten Lohnerhöhungen zwischen 0,5 und 1,5 Prozent angestrebt werden. Obwohl es im Gewerbe und in der Industrie trotzdem zu etlichen Nullrunden gekommen ist, konnten doch an den meisten Orten Lohnerhöhungen erreicht werden. Eine Erhöhung um 0,5 bis 1 Prozent, dazu fast ausschliesslich individuell ausgerichtet, ist aber aus Sicht von Travail.Suisse ungenügend.

Abzockerinitiative entfaltet kaum Wirkung

Zum elften Mal in Folge hat Travail.Suisse die Entschädigungen

der Topmanager in 27 Unternehmen der Schweiz untersucht. Die Tendenz zu einer Konsolidierung bei den absoluten Topunternehmen hat sich fortgesetzt. Gleichzeitig stellt Travail.Suisse aber ein grosses Wachstum bei der zweiten Garde – den etwas weniger grossen Unternehmen einerseits und den Mitgliedern der Geschäftsleitung andererseits – fest. Ein wirklich spürbarer Effekt der angenommenen Abzockerinitiative ist nicht festzustellen und die damit vorgesehenen Beschränkungsmechanismen lassen sich leicht umgehen.

Neues Instrument zur Messung der Arbeitsbedingungen

Mit dem «Barometer Gute Arbeit» hat Travail.Suisse 2015 ein neues Instrument zur Messung der Arbeitsbedingungen

in der Schweiz eingeführt. Die Bewertung der Arbeitsbedingungen richtet sich dabei an der Kernfrage nach guter Arbeit im Sinne von zukunftsfähiger Arbeit aus. Zukunftsfähige Arbeit muss die Gesundheit

schützen, die Motivation erhalten und den Arbeitnehmenden eine gewisse Sicherheit vermitteln. Negativ erlebt werden Stress und die psychische Belastung am Arbeitsplatz. Auch die Förderung der Weiterbildung durch die Arbeitgeber wird als ungenügend bewertet und es zeigt sich eine grosse Sorge um den Arbeitsplatz. Insbesondere beurteilen ältere Arbeit-

Gleichstellungspolitik

Erwerbstätig und schwanger: erweitertes Informationsangebot

Das Projekt für erwerbstätige, pflegende Angehörige hat einen Namen und ein Logo

Die Vorbereitungsarbeiten für das umfassende Projekt «info-workcare.ch» von Travail.

Suisse gehen weiter. Das Ziel ist, die erste nationale Plattform zu schaffen, wo erwerbstätige Personen, die sich um ihre Angehörigen kümmern, kostenlos Informationen und Hinweise auf Hilfsangebote abholen können. Dieses Projekt wird finanziell vom Eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann unterstützt.

2015 sind mehr als 1000 regionale Adressen erfasst worden, die in rund 15 grössere Kategorien eingeteilt wurden (Wohnen, Sprechen, Pflegen, Notfälle, Kurse usw.). Zudem wurde der Inhalt fertiggestellt und die Übersetzung in die anderen Landessprachen abgeschlossen. Die Texte wurden von der Experten- und Begleitgruppe gesichtet und geprüft. Diese Gruppen setzen sich zusammen aus Vertreterinnen und Vertretern der Mitgliedsverbände von Travail.Suisse, von Berufsverbänden und Verbänden, die zum Beispiel die Interessen der Männer oder der pflegenden Angehörigen vertreten, Ratschläge im Bereich

der Vereinbarkeit erteilen, Leistungen zugunsten der pflegenden und Pflege erhaltenden Angehörigen anbieten, sowie Personen, die in der wissenschaftlichen Forschung tätig sind.

der Vereinbarkeit erteilen, Leistungen zugunsten der pflegenden und Pflege erhaltenden Angehörigen anbieten, sowie Personen, die in der wissenschaftlichen Forschung tätig sind.

Die Programmierung der Internetseite erfolgte während des ganzen Jahres und entwickelte sich gemäss den bezüglich Struktur und Inhalt gewünschten Anpassungen weiter. Die Suche nach Synergien hat 2015 gut funktioniert. So ist zum Beispiel eine Zusammenarbeit mit dem Forschungsinstitut Careum aus Zürich entstanden, das ein Dienstleistungsangebot auf dem gleichen Gebiet entwickelt hat. Dieses richtet sich allerdings an die Unternehmen und ihre Personalabteilungen. Insbesondere die Suche nach Betroffenen in der Westschweiz, die bereit sind, in einem Video über ihre eigenen Erfahrungen zu sprechen und damit für die Thematik zu sensibilisieren, konnte dank des Netzwerks von Travail.Suisse erfolgreich abgeschlossen werden. Es ist geplant, dass diese Kurzvideos 2016 von einem Team von Careum realisiert und sowohl auf der Seite www.workandcare.ch von Careum als auch auf der Seite www.info-workcare.ch von Travail.Suisse veröffentlicht werden.

Da die Redaktion, die Übersetzung und die Erfas-

le 25 octobre 2016 à Berne, en présence de représentants de la recherche, des services publics et du monde politique.

**«mamagenda.ch»
est trilingue!**

Avec quelques mois de retard, le nouveau site internet de services et d'informations sur la maternité au travail a été lancé en septembre 2015. La nouvelle version trilingue a été officiellement présentée à Lugano, chez l'OCST, qui s'est chargée de traduire non seulement l'ensemble des informations disponibles sur le site www.mamagenda.ch, mais aussi les nombreuses informations juridiques du site www.informaternite.ch, en italien www.infomaternita.ch, qui lui sont liées.

Le nouveau site de mamagenda.ch a été complètement reprogrammé. Il utilise désormais une technologie qui fonctionne sur tous les supports informatiques (PC, Mac, tablettes, smartphones). Pour ne pas dérouter les nombreux utilisateurs de mamagenda.ch, l'aspect général de mamagenda.ch est resté le même. Des petits illustrations et vidéos comiques enrichissent le site de manière souriante, l'œuvre du dessinateur Michele Januzzi.

La campagne pour faire connaître mamagenda.ch s'était soldée par une augmentation marquée des visites: de septembre 2014–septembre 2015, mamagenda.ch a reçu une moyenne mensuelle de 950 visiteurs en 1216 sessions. Gageons que l'offre trilingue permettra d'augmenter encore l'audience de mamagenda.ch.

**Egalité des salaires –
La révision de la loi sur
l'égalité est en consultation**

La manifestation nationale contre l'inégalité salariale organisée le 7 mars 2015

sur la place fédérale par une large coalition d'une trentaine d'associations, dont Travail.Suisse et ses fédérations, a fait du bruit et ce fut un succès. Près de 12 000 personnes ont dit leur ras-le-bol face au scandale de la discrimination salariale qui a cours en Suisse et dont souffrent en majorité les femmes.

Le Conseil fédéral a livré son projet de mesures étatiques pour mieux faire appliquer le principe de l'égalité salariale au sein des entreprises. Le projet de révision de la Loi sur l'égalité LEg est soumis à la consultation depuis la fin 2015 et ce jusqu'au 3 mars 2016. Pour Travail.Suisse, ce projet d'avère nettement insuffisant, en particulier car il ne prévoit pas de sanctions. Toutefois, la vérification obligatoire par les entreprises des salaires versée à leurs employé-e-s permet de dépasser un premier écueil: celui de l'ignorance. En effet, les entreprises sondées par les milieux patronaux l'avouent: elles sont persuadées de n'appliquer aucune discrimination envers les femmes, en tous les cas de manière consciente, bien que cette affirmation ne repose sur aucune analyse de leur grille salariale sous cet angle particulier. Voilà qui explique pourquoi la dernière statistique fédérale disponible a montré une aggravation du problème, soit une augmentation de la part non expliquée par des critères objectifs des différences salariales entre femmes et hommes.



Lutte contre la discrimination salariale en Suisse: Travail.Suisse participe à la grande manifestation du 7 mars 2015.

Aufstand gegen die Lohndiskriminierung in der Schweiz: Travail.Suisse nahm an der grossen Demo am 7. März 2015 teil.

sung der Texte auf der neuen Internetseite mehr Zeit als geplant in Anspruch genommen haben, wurde die Evaluation durch mögliche Nutzerinnen und Nutzer auf 2016 verschoben. Ein spezialisiertes Büro wurde mit dieser Arbeit beauftragt.

Die Verspätung sollte die offizielle Lancierung der Internetseite nicht gefährden. Zu diesem Anlass wird am 25. Oktober 2016 in Bern eine halbtägige Arbeitstagung zum Thema «Vereinbarkeit von Erwerbsarbeit und Care-Arbeit» durchgeführt. An dieser Tagung werden Vertreterinnen und Vertreter aus der Forschung, der Behörden und aus der Politik erwartet.

**«mamagenda.ch»
ist jetzt dreisprachig!**

Mit einigen Monaten Verspätung konnte die neue Internetseite mit Dienstleistungen und

Informationen rund um das Thema «Mutterschaft am Arbeitsplatz» im September 2015 lanciert werden. Die neue, dreisprachige Version wurde bei der OCST in Lugano der Öffentlichkeit präsentiert. Es war auch die OCST, die nicht nur alle auf der Internetseite www.mamagenda.ch verfügbaren Informationen übersetzt hat, sondern auch das gesamte damit verbundene Informationsangebot auf www.infomutterschaft.ch. Der Name der entsprechenden italienischsprachigen Seite lautet www.infomaternita.ch.

Die neue Internetseite von mamagenda.ch ist vollständig neu programmiert worden. Es wurde eine Technologie eingesetzt, die auf allen Informatikgeräten (PC, Mac, Tablets, Smartphones) funktioniert. Um die zahlreichen Nutzer von mamagenda.ch nicht zu verwirren, ist das Erscheinungsbild beibehalten worden. Kleine Illustrationen von Michele Januzzi und lustige Videos bereichern die Seite.

Die Kampagne im Hinblick auf die Verbreitung von mamagenda.ch hat Früchte getragen: Die Anzahl der Nutzerinnen und Nutzer ist markant angestiegen. Zwischen September 2014 und September 2015 ha-

ben rund 950 Personen pro Monat die Seite besucht. Es ist zu erwarten, dass die Zahl dank des dreisprachigen Angebots noch ansteigen wird.

**Lohngleichheit –
Gleichstellungsgesetz
wird angepasst**

Die nationale Demonstration gegen die Lohnungleichheit, die am 7. März 2015 von einem breiten Bündnis

von rund 30 Frauenorganisationen organisiert worden ist, hat Aufsehen erregt und war ein Erfolg. Rund 12 000 Personen haben deutlich gemacht, dass sie genug haben von der Lohndiskriminierung in der Schweiz, von der mehrheitlich Frauen betroffen sind.

Der Bundesrat hat seinen Vorschlag für gesetzliche Massnahmen im Hinblick auf die bessere Durchsetzung der Lohngleichheit innerhalb der Unternehmen vorgestellt. Der Vorschlag für die Revision des Gleichstellungsgesetzes befindet sich seit Ende 2015 und noch bis im März 2016 in Vernehmlassung. Travail.Suisse beurteilt diesen Vorschlag als klar ungenügend, insbesondere weil er keine Sanktionen vorsieht. Immerhin wird mit der Überprüfung der Löhne der Angestellten durch die Unternehmen selber eine erste Hürde genommen, nämlich jene des Nichtwissens. Tatsächlich sind die von Arbeitgeberseite befragten Unternehmen überzeugt, dass sie ihre weiblichen Angestellten nicht diskriminieren, zumindest nicht bewusst. Diese Überzeugung können sie aber mit keiner Analyse ihres Lohnsystems hinsichtlich allfälliger Diskriminierungen belegen. Das erklärt auch, warum die letzte verfügbare Statistik des Bundes eine Verschärfung des Problems aufzeigt, das heisst eine Erhöhung des durch keinerlei objektive Kriterien erklärbaren Anteils der Lohnunterschiede zwischen Frau und Mann.

Congé paternité: Travail.Suisse prend les choses en main

**Prévoyance vieillesse 2020:
Le Conseil des Etats s'en
tient à un paquet et décide
de rentes AVS plus élevées**

En 2015, les débats parlementaires ont commencé sur la grande réforme de la prévoyance vieillesse 2020. Lors d'une audition au début de l'année, Travail.Suisse a pu exposer le point de vue des travailleurs et travailleuses. On a rappelé encore une fois à cette occasion l'importance d'une considération globale de la prévoyance vieillesse incluant le 1^{er} et le 2^{ème} pilier. Pour garantir le maintien de la qualité de vie de la population, il est aussi déterminant de garantir le niveau des rentes et de ne pas passer à côté des réalités du monde du travail avant de vouloir relever l'âge de la retraite. Au contraire: notre époque requiert un âge de la retraite flexible aussi pour les bas revenus. La garantie de la prévoyance vieillesse nécessite aussi un financement supplémentaire. Travail.Suisse s'engage aussi fortement pour que l'on assure mieux le travail à temps partiel dans le 2^{ème} pilier et pour que l'on limite les bénéfices indécents des assureurs-vie dans la prévoyance professionnelle. Avant les élections, le Conseil des Etats a encore réussi à maintenir le paquet de réforme dans son ensemble, ce qui est positif. Il a aussi décidé de relever modérément les rentes AVS des nouveaux rentiers et rentières pour compenser la baisse du taux de conversion minimal. C'est un pas juste et important qui est fait là. Mais le Conseil des Etats a toutefois refusé pour l'essentiel des améliorations pour les personnes à temps partiel et a biffé une compensation sociale pour l'âge de la retraite flexible. Les assureurs-vie

En 2015, les débats parlementaires ont commencé sur la grande réforme de la

s'en tirent aussi sans dommage. Le bilan est donc mitigé. Travail.Suisse va suivre de près les débats parlementaires qui débiteront en 2016 au Conseil national et s'engagera pour qu'au final le paquet de réforme soit acceptable pour les travailleurs et travailleuses. En font partie des améliorations touchant les points susmentionnés, qui concernent beaucoup de femmes, et une redistribution correcte des excédents de la part des sociétés d'assurance. Si le Parlement nouvellement élu ignore les intérêts des travailleurs et travailleuses, il appartiendra au peuple de trancher.

**Prévoyance
professionnelle:
baisse du taux
minimal décidée**

des partenaires sociaux et de la Commission LPP, a continué à être sous pression. Travail.Suisse a demandé que l'on modifie la formule appliquée au calcul du taux afin de mieux prendre en considération les actions et les placements dans l'immobilier. On a aussi proposé que l'on fixe le taux d'intérêt minimal, en raison des grandes variations sur les marchés financiers, seulement à la fin de l'année courante, en prenant en considération les rendements obtenus. Malgré tout, le Conseil fédéral a décidé de baisser le taux d'intérêt minimal de 1,75 à 1,25 pourcent. Comme les taux continuent à rester bas, la question va se poser avec encore plus d'acuité à l'avenir. Si l'on veut que le 2^{ème} pilier garde son sens, (contribution du « troisième contri-

Suite à la baisse des taux, le taux d'intérêt minimal dans la prévoyance professionnelle, fixé par le Conseil fédéral sur recommandation

buteur», soit les rendements des placements), le taux d'intérêt minimal ne doit plus continuer à baisser vers zéro. Il est particulièrement choquant que les assurés doivent se serrer la ceinture plus étroitement pendant que les sociétés d'assurance peuvent continuer à encaisser des bénéfices disproportionnés. Les analyses correspondantes de Travail.Suisse ont, certes, connu un bon retentissement médiatique. Mais le Conseil des Etats, sous l'influence du lobby des assurances, est resté insensible à plus de « fairness » au sujet de la répartition de ces bénéfices. Si le Parlement ne corrige pas la situation actuelle, cela pourrait être l'élément qui fera trébucher tout la réforme de la prévoyance vieillesse 2020 (voir ci-dessus).

**Prestations complémentaires
sous pression: ne pas oublier
les personnes concernées**

En raison de l'évolution démographique (augmentation du nombre de retraité-e-s) et du report de l'AI vers les prestations complémentaires (PC), on a observé au cours des dernières années une augmentation des coûts de ces dernières. C'est pourquoi, le Conseil fédéral veut réformer les PC et a envoyé en consultation une révision vers la fin de l'année. Travail.Suisse veut faire en sorte, dans le cadre d'une vaste alliance, que l'on n'oublie pas les personnes concernées. Ainsi, les PC doivent enfin mieux prendre en considération les coûts des loyers qui ont fortement augmenté au cours des 15 dernières années, pour éviter que cela ne conduise les personnes concernées vers l'aide sociale.

Vaterschaftsurlaub: Travail.Suisse nimmt das Heft in die Hand

**Altersvorsorge 2020:
Ständerat bleibt beim
Paket und beschliesst
höhere AHV-Renten**

2015 begannen die parlamentarischen Beratungen zur grossen Reform der Altersvorsorge 2020. Travail.Suisse konnte

bei der Anhörung Anfang Jahr den Standpunkt der Arbeitnehmenden einbringen. Dabei wurde noch einmal betont, wie wichtig eine Gesamtbetrachtung der Altersvorsorge über die erste und zweite Säule ist. Wenn die Lebensqualität der Bevölkerung erhalten bleiben soll, ist es zudem entscheidend, dass die Rentenhöhen gesichert und das Rentenalter nicht an den Realitäten des Arbeitsmarkts vorbei erhöht werden. Im Gegenteil: Die heutige Zeit erfordert ein flexibles Rentenalter, auch für die tiefen Einkommen. Weiter braucht es zur Sicherung der Altersvorsorge eine Zusatzfinanzierung. Zudem machte sich Travail.Suisse dafür stark, dass Teilzeitarbeit in der zweiten Säule besser versichert wird und die gewinnorientierten Lebensversicherer in der beruflichen Vorsorge ihre unverhältnismässig hohen Gewinne einschränken müssen. Dem Ständerat gelang es noch vor den Wahlen, das Reformpaket zusammen zu halten. Das ist positiv zu werten. Zudem beschloss er, die AHV-Renten von Neurentnerinnen und Neurentnern als Ausgleich zur Senkung des Mindestumwandlungssatzes in der beruflichen Vorsorge moderat anzuheben. Das ist ein wichtiger und richtiger Schritt. Allerdings verschloss sich der Ständerat Verbesserungen bei der Teilzeitarbeit weitgehend und strich die soziale Abfederung beim flexiblen Rentenalter. Auch die Lebensversicherer kamen ungeschoren davon.

Deshalb muss von einer durchgezogenen Bilanz gesprochen werden. Travail.Suisse wird die parlamentarische Beratung, welche 2016 im Nationalrat stattfinden wird, weiter eng begleiten und sich dafür einsetzen, dass am Schluss ein auch für die Arbeitnehmenden akzeptables Reformpaket verabschiedet wird. Dazu gehören Verbesserungen bei den oben genannten Punkten, welche viele Frauen betreffen, und eine faire Überschussverteilung bei den Versicherungsgesellschaften. Wenn das neugewählte Parlament die Interessen der Arbeitnehmenden ignoriert, wird sich das Stimmvolk mit der Reform befassen müssen.

**Berufliche Vorsorge:
Mindestzinssenkung
beschlossen**

Aufgrund der Zinsbaisse kam der vom Bundesrat auf Empfehlung der Sozialpartner und der

BVG-Kommission festgelegte Mindestzins der beruflichen Vorsorge weiter unter Druck. Travail.Suisse machte sich dafür stark, die angewandte Formel zur Zinsberechnung dahingehend zu ändern, dass Aktien und Immobilien, die in der Regel bessere Erträge abwerfen, gebührend berücksichtigt werden. Zugleich wurde vorgeschlagen, dass der Mindestzins wegen der grossen Schwankungen bei den Finanz-Anlagen erst gegen Ende des laufenden Jahres festgelegt werden soll, dies in Anbetracht der erreichten Renditen. Trotzdem beschloss der Bundesrat eine Senkung des Mindestzinssatzes von 1,75 auf 1,25 Prozent. Da die Zinsen weiterhin tief bleiben, wird sich die Problematik in Zukunft noch zuspitzen. Soll die zweite Säule ihren Sinn

behalten (Beitrag des «dritten Beitragszahlers», nämlich der Anlage-Renditen), darf die Mindestverzinsung nicht weiter gegen Null sinken. Stossend ist besonders, dass die Versicherten den Gürtel enger schnallen müssen, die gewinnorientierten Versicherungsgesellschaften aber weiterhin überhöhte Gewinne einkassieren können. Die diesbezüglichen Analysen von Travail.Suisse fanden zwar medial eine gute Resonanz. Unter dem Einfluss der Versicherungslobby focht sich der Ständerat aber in diesem Bereich um mehr Fairness bei der Überschussverteilung. Wird hier im Parlament keine Verbesserung der heutigen Situation erreicht, könnte dies zum Stolperstein für die Altersreform 2020 werden (siehe oben).

**Ergänzungsleistungen
unter Druck: Die Betrof-
fenen nicht vergessen**

Aufgrund der demografischen Entwicklung (Anstieg der Altersrentnerinnen und

Altersrentner) und der Verlagerung von der IV zu den Ergänzungsleistungen (EL) konnte bei diesen in den letzten Jahren ein Kostenanstieg beobachtet werden. Der Bundesrat will deshalb die EL reformieren und schickte gegen Ende Jahr eine Revision in die Vernehmlassung. Travail.Suisse wird zusammen mit einer breiten Allianz dafür sorgen, dass die Betroffenen nicht vergessen gehen. So müssen die EL endlich die in den letzten 15 Jahren stark gestiegenen Wohnungsmieten besser berücksichtigen, um ein Abgleiten der Betroffenen in die Sozialhilfe zu vermeiden.

Révision LAA terminée, la prochaine réforme de l'AI est là

Après le compromis trouvé par les partenaires sociaux l'année d'avant, le Parlement a repris pour l'essentiel la révision proposée. Une affaire qui a duré des années est ainsi bouclée et les conditions-cadres légales sont à nouveau claires. La Suva, dirigée conformément au partenariat social, continuera à jouer un rôle-clé. Le relèvement du degré minimal d'invalidité et une baisse du gain assuré le plus élevé n'étaient plus débattus. En revanche, le gain assuré le plus élevé a été relevé à 148 000 francs par le Conseil fédéral. Du fait du bon fonctionnement de l'assurance-accidents, il est juste que l'on ait limité la révision essentiellement à une optimisation et à des mesures d'éclaircissement. Après l'échec de la dernière révision de l'AI (6b), le Conseil fédéral a présenté à la fin de l'année une nouvelle révision de l'AI. Travail.Suisse s'engagea pour que la réinsertion des personnes ayant un handicap ait un caractère d'obligation pour les employeurs et que l'on ne décide pas de nouvelles réductions de prestations.

Congé paternité: Travail.Suisse décide du lancement d'une initiative populaire

Travail.Suisse s'engage depuis plusieurs années en faveur d'un congé paternité. 2015 a été riche en événements à ce sujet. La commission sociale du Conseil national a accepté en avril une initiative parlementaire issue de nos rangs pour un congé paternité d'au moins deux semaines. En mai, nous avons présenté notre analyse sur les réglementations concernant le congé paternité dans les conventions collectives de travail. Le résultat ? Les choses bougent très lentement. C'est pourquoi nous avons remis la pression avec la campagne www.papizeit.ch pour le jour des pères en juin : plus de 300 pères se sont exprimés avec une photo et un

court texte sur la nécessité d'un congé paternité. A la fin du mois d'août, nous avons, avec une action sur la Waisenhausplatz, mis la pression sur la commission sociale du Conseil des Etats. En même temps, on a fait paraître un sondage représentatif qui a montré que la population soutient la requête. Mais les « vieux messieurs » du Conseil des Etats ont malgré tout fait un trait sur le sujet, d'abord en repoussant l'initiative



puis en la rejetant après les élections. Commencant à perdre patience et après que de nombreuses voix se sont élevées à notre congrès en septembre pour exiger une initiative, le Comité a décidé en décembre de préparer une initiative populaire. Après en avoir discuté avec des organisations partenaires potentielles, la durée du congé paternité a été fixée à 20 jours de travail. La préparation est en marché.

20 | Activités et succès 2015



Aktion auf dem Waisenhausplatz in Bern unter dem Motto «Vaterschaftsurlaub jetzt!»

Action sur la place Waisenhaus à Berne sous le slogan: «Le congé paternité maintenant!»

UVG-Revision abgeschlossen, nächste IV-Reform steht an

in grossen Teilen. Damit ist ein jahrelanges Geschäft abgeschlossen und die gesetzlichen Rahmenbedingungen sind wieder klar. Die sozialpartnerschaftlich geführte Suva wird weiter eine Schlüsselstellung einnehmen. Die Erhöhung des Mindestinvaliditätsgrades und eine Senkung des höchstversicherten Verdienstes waren kein Thema mehr. Im Gegenteil wurde vom Bundesrat der höchstversicherte Verdienst auf 148000 Franken angehoben. Angesichts der gut funktionierenden Unfallversicherung ist die Revision, die sich weitgehend auf Optimierungen und klärende Massnahmen beschränkt, richtig. Nachdem die letzte IV-Revision (6b) gescheitert war, legte der Bundesrat Ende Jahr eine neue IV-Revision vor. Travail.Suisse wird sich dafür einsetzen, dass die Eingliederung von Menschen mit einer Behinderung für die Arbeitgeber einen verpflichtenderen Charakter bekommt und keine weiteren Leistungskürzungen beschlossen werden.

Vaterschaftsurlaub: Travail.Suisse beschliesst Volksinitiative

Nachdem sich die Sozialpartner im Vorjahr zu einem Kompromiss gefunden hatten, übernahm das Parlament die vorgeschlagene Revision

Travail.Suisse setzt sich seit vielen Jahren für einen Vaterschaftsurlaub ein. 2015 war diesbezüglich ein besonders ereignisreiches Jahr: Eine von uns angestossene parlamentarische Initiative für einen minimalen zweiwöchigen Vaterschaftsurlaub wurde von der Sozialkommission des Nationalrats im April gutgeheissen. Im Mai präsentierten wir unsere Analyse zu den Regelungen in den Gesamtarbeitsverträgen punkto Vaterschaftsurlaub. Fazit: Es tut sich was, aber sehr langsam. Deshalb haben wir mit der Kampagne www.papizeit.ch zum Vätertag im

Juni nachgedoppelt: Über 300 Väter haben sich mit Bild und einer kernigen Aussage zur Notwendigkeit eines Vaterschaftsurlaubs geäussert. Ende August machten wir dann mit einer Papizeit-Aktion auf dem Waisenhausplatz Druck auf die Sozialkommission des Ständerats. Zugleich erschien eine repräsentative Umfrage, welche zeigte, dass die Bevölkerung hinter dem Anliegen steht. Die älteren Herren im Ständerat machten dem Anliegen jedoch einen Strich durch die Rechnung und vertagten den Vaterschaftsurlaub zuerst und lehnten ihn dann nach den Wahlen ab. Travail.Suisse riss der Geduldsfaden und nachdem bereits am Kongress im September viele Stimmen eine Initiative dazu forderten, beschloss der Vorstand im Dezember, eine Volksinitiative vorzubereiten. Nach Gesprächen mit potenziellen Partnerorganisationen wurde die Dauer auf 20 Arbeitstage festgelegt. Fortsetzung folgt.

La libre-circulation domine toujours le débat

Reprise de la question de l'intégration

En 2015, la question de l'immigration a continué à être plus que jamais discutée en lien avec la libre-circulation des personnes suite à l'acceptation en février 2014 par le peuple de l'article constitutionnel 121a (gestion de l'immigration). La question de savoir si une solution eurocompatible pourra être trouvée pour préserver les accords bilatéraux avec l'UE reste très incertaine.

Sur le plan de l'intégration, le Conseil fédéral a remis en consultation les mesures prévues dans la loi sur les étrangers qui avaient été gelées suite à l'acceptation de l'art. 121a Cst. Travail.Suisse rejette la reprise partielle de cinq initiatives parlementaires qui déséquilibrent le principe encourager et exiger. Les exigences et même les sanctions prendraient alors clairement le pas sur l'encouragement, ce qui irait à l'encontre du modèle graduel d'intégration proposé dans la loi. En revanche, nous avons approuvé les nouvelles mesures pour faciliter l'accès au marché du travail des personnes relevant du domaine de l'asile. Cela favorisera leur intégration. Nous avons dit oui à la suppression de l'obligation de verser la taxe spéciale et à la suppression de l'obligation d'autorisation à laquelle sont soumis les étrangers admis à titre provisoire pour exercer une activité lucrative. Mais il faudra veiller à ce que ces personnes ne travaillent pas à des conditions de dumping salarial et qu'elles puissent aussi se former afin de maintenir leur employabilité sur le marché du travail.

En 2015, la question de l'immigration a continué à être plus que

Naturalisation facilitée pour la 3^{ème} génération: dans la dernière ligne droite ?

La loi sur la nationalité a été révisée dans un sens défavorable avec la nécessité d'un permis C pour se naturaliser. Le projet de consultation sur l'ordonnance d'application qui précise les critères d'intégration et les conditions pour la naturalisation a été jugé par Travail.Suisse trop strict et faisant fi du principe de proportionnalité. Il faut espérer un assouplissement dans la direction voulue de l'ordonnance. Les Chambres fédérales ont repris l'examen de l'initiative parlementaire de la Conseillère nationale Ada Marra, déposée en juin 2008 sous le titre «La Suisse doit reconnaître ses enfants», et qui vise à octroyer la naturalisation aux jeunes de la 3^{ème} génération de façon très simplifiée. Le projet a été adopté par les deux conseils. Mais rien n'est encore gagné car il faudra l'approbation du peuple car le projet requiert une modification de la Constitution fédérale.

La loi sur la nationalité a été révisée dans un sens défavorable avec la nécessité d'un permis C pour se naturaliser. Le projet de consultation sur l'ordonnance d'application qui pré-

Crise des réfugiés en Europe

2015 a été marquée par la crise des migrants en Europe. Dans ce contexte, Travail.Suisse a soutenu une politique d'asile ouverte, solidaire et coordonnée avec l'UE. Sur le plan interne, Travail.Suisse a soutenu la restructuration du domaine de l'asile car l'accélération des procédures aura comme contrepartie une meilleure assistance juridique pour les requérants d'asile (droit à un conseil et à une représentation juridique gratuits dans les centres de la Confédération). La réforme est nécessaire aussi pour

2015 a été marquée par la crise des migrants en Europe. Dans ce contexte, Travail.Suisse

mieux garantir le droit d'asile pour les personnes persécutées dans leur pays d'origine. Le référendum a été lancé par l'UDC.

Nouvelle responsable du dossier politique de migration

A partir d'octobre 2015, Hélène Agbémégnah, responsable du dossier politique de migration et droit, a graduellement repris le dossier politique de migration. Elle représentera aussi Travail.Suisse dès 2016 dans la Commission fédérale de migration (CFM).

A partir d'octobre 2015, Hélène Agbémégnah, responsable du dossier politique de migration

Personenfreizügigkeit im Fokus

Integration wird wieder zum Thema

2015 wurde mehr denn je über die Frage der Zuwanderung im Zusammenhang mit der

Personenfreizügigkeit diskutiert. Befeuert wurde diese Diskussion durch die Annahme von Art. 121a BV durch Volk und Stände am 9. Februar letzten Jahres (Steuerung der Zuwanderung). Die Frage, ob im Hinblick auf die Rettung der bilateralen Verträge eine eurokompatible Lösung gefunden werden kann, bleibt offen.

In Sachen Integration hat der Bundesrat jene im Ausländergesetz vorgesehenen Massnahmen in die Vernehmlassung geschickt, welche er nach der Annahme von Art. 121a BV auf Eis gelegt hatte. Travail.Suisse steht den zusätzlich aufgenommenen Anliegen von fünf hängigen parlamentarischen Initiativen ablehnend gegenüber, weil diese den Grundsatz des «Fördern und Fordern» aus dem Gleichgewicht bringen. Das «Fordern» bekäme gegenüber dem «Fördern» klar die Oberhand, was dem Modell der schrittweisen Integration, wie sie im Gesetz vorgesehen ist, widersprechen würde. Positiv beurteilt Travail.Suisse hingegen die neuen Massnahmen, welche Personen aus dem Asylbereich den Zugang zum Arbeitsmarkt erleichtern. Das wird ihre Integration begünstigen. Travail.Suisse begrüsst zudem die Abschaffung der Sonderabgabe und der Bewilligung, welche vorläufig aufgenommene Ausländerinnen und Ausländer zur Ausübung einer Erwerbstätigkeit benötigen. Es ist indes darauf zu achten, dass diese Personen nicht zu Dumpinglöhnen arbeiten und sich auch weiterbilden können, damit sie ihre Arbeitsmarktfähigkeit erhalten.

Erleichterte Einbürgerung für die 3. Ausländergeneration bald am Ziel?

Das revidierte Bürgerrechtsgesetz sieht vor, dass für eine Einbürgerung künftig eine C-Bewilligung nötig ist. Damit ist

dieses Gesetz in eine ungünstige Richtung verändert worden. Travail.Suisse beurteilt auch den Entwurf der Verordnung, welche die Integrationskriterien und die Bedingungen für eine Einbürgerung konkretisiert, als zu streng und dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit widersprechend. Es ist zu hoffen, dass die Kriterien noch gelockert werden. Die eidgenössischen Räte haben die Diskussion über die parlamentarische Initiative «Die Schweiz muss ihre Kinder anerkennen» von Nationalrätin Ada Marra, die diese im Juni 2008 im Hinblick auf die erleichterte Einbürgerung der Ausländerinnen und Ausländer der 3. Generation eingereicht hatte, wieder aufgenommen. Die Vorlage wurde von beiden Räten angenommen. Aber noch ist sie nicht unter Dach und Fach: Weil es sich um eine Änderung der Bundesverfassung handelt, ist die Zustimmung von Volk und Ständen nötig.

Flüchtlingskrise in Europa

2015 war von der Flüchtlingskrise in Europa geprägt. Travail.Suisse unterstützt eine offene, solidarische

und mit der EU koordinierte Asylpolitik. Travail.Suisse begrüsst die mit der Revision des Asylgesetzes vorgesehene Beschleunigung der Asylverfahren, weil gleichzeitig für die Asylsuchenden während des Verfahrens eine kostenlose Beratung und Rechtsvertretung eingeführt werden soll. Die Revision des

Asylgesetzes ist nötig, um das Recht auf Asyl für in ihrem Herkunftsland verfolgte Personen zu sichern. Die SVP hat das Referendum dagegen ergriffen.

Neue Leiterin Migrationspolitik

Seit Oktober 2015 hat Héléne Agbémégnah, Leiterin Migrationspolitik und Rechtsfragen, schrittweise

das Migrationsdossier übernommen. Sie vertritt Travail.Suisse ab 2016 auch in der Eidgenössischen Kommission für Migration (EKM).

La stratégie énergétique 2050 trop diluée par le Conseil des Etats

Le Conseil des Etats frileux

est bonne pour les travailleurs et travailleuses avec d'importants moyens mis à disposition pour l'assainissement énergétique des bâtiments (450 millions de francs par an) et pour la rétribution du courant vert à prix coûtant (RPC) jusqu'à 2,3 centimes par kWh, ce qui créera et maintiendra des dizaines de milliers d'emplois dans toute la Suisse. En revanche, la version adoptée par le Conseil des Etats l'est nettement moins : ainsi il a réduit à 11 400 gigawatts/heure (GWh) la production d'énergie verte d'ici 2035 (14 500 GWh pour le Conseil national), il a refusé le concept de sécurité à long terme du Conseil national pour les centrales nucléaires ayant plus de 40 ans d'exploitation et a renoncé, contrairement au Conseil national, à encourager les économies d'électricité par un système de bonus-malus pour les exploitants de réseaux d'électricité. Il faut espérer lors de l'élimination des divergences en 2016 que le Conseil des Etats finira par se rallier au Conseil national pour les points encore ouverts. Une source d'incertitude supplémentaire, et même d'inquiétude, est le virement à droite du Conseil national qui pourrait affaiblir la stratégie énergétique 2050, ce qui serait préjudiciable non seulement à l'environnement mais aussi à l'innovation et à l'emploi.

L'ouverture complète du marché de l'électricité retardée

2015 a vu les deux chambres traiter de la stratégie énergétique 2050. La version adoptée par le Conseil national

Plus d'un an après avoir lancé la consultation sur l'ouverture complète du marché de l'électricité,

le Conseil fédéral n'avait toujours pas adopté de message à l'intention du Parlement à fin 2015. Cela découle sans doute du fait que de très nombreux participants à la consultation ont jugé le moment mal choisi en raison des conditions défavorables du marché, en particulier le bas prix de l'électricité. En outre, la question est liée à un accord sur l'électricité avec l'Union européenne (UE) et rien ne bouge sur ce point en raison des blocages sur les questions institutionnelles.

Dans sa réponse à la consultation, Travail.Suisse a indiqué n'accepter l'ouverture complète du marché de l'électricité qu'à des conditions strictes, avec des mesures d'accompagnement, en premier lieu une obligation de CCT pour la branche de l'électricité et pour la formation du personnel qui est confronté à d'importantes mutations structurelles et donc à des défis importants à relever concernant les compétences professionnelles. Travail.Suisse prévoit pour 2016 un document de position pour faire avancer ses revendications ainsi que l'intensification de sa collaboration avec certaines de ses fédérations et aussi d'autres acteurs concernés comme les communes qui peuvent craindre des conséquences négatives de l'ouverture complète du marché pour leurs entreprises d'approvisionnement en électricité et pour le personnel qui y est employé.

Sur le plan de la politique climatique, la Conférence de l'ONU sur le climat qui s'est tenue à Paris au début décembre 2015 s'est conclue par un accord international valable pour tous les pays avec l'objectif de limiter le réchauffement en deça de 2° et si possible à 1,5°. C'est un signe d'espoir et un signal fort mais tout reste à faire car les objectifs de

réduction actuels annoncés par les pays limiteraient le réchauffement plutôt à 3°. Travail.Suisse a pris position sur ce thème et a mis en avant le concept de transition juste et du travail décent qui doivent impérativement faire partie de la problématique du changement climatique.

Economie durable au tirage!

Sur le plan de l'économie durable, c'est à un véritable gâchis auxquels sont parvenus les Chambres fédérales au sujet du contre-projet indirect à l'initiative populaire « Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficace des ressources ». Après avoir édulcoré le projet du Conseil fédéral, il en est finalement plus rien resté. Le peuple devra donc se prononcer en votation populaire sur l'initiative sans contre-projet. Travail.Suisse devrait proposer le moment venu le oui à l'initiative dans le but de faire pression pour favoriser l'écologisation de l'économie. Une économie plus écologique est une chance pour les entreprises car l'économie de différentes ressources n'est pas seulement bonne pour l'environnement mais aussi en termes de baisse de coûts. Pour les salarié·e·s, une économie écologique permet de maintenir la base du vivant sans laquelle l'économie est mise en péril. Cela est donc positif pour le maintien des emplois à long terme. De plus, des obligations nouvelles de recyclage (par ex., métaux rares) permettraient de créer de nouveaux emplois spécialisés.

Ständerat verwässert die Energiestrategie 2050

Zögerlicher Ständerat

2015 haben beide Räte des Parlaments über die Energiestrategie 2050 beraten. Die vom Nationalrat verabschiedete Fassung ist aus Sicht der Arbeitnehmenden positiv zu beurteilen, sieht sie doch bedeutende Mittel für die energetische Gebäudesanierung (450 Millionen Franken/Jahr) und die kostendeckende Einspeisevergütung (KEV – 2,3 Rappen/kWh) vor. Damit werden in der ganzen Schweiz Zehntausende Arbeitsplätze erhalten bzw. geschaffen. Die Fassung des Ständerates hingegen überzeugt weit weniger: Er hat die Produktion des grünen Stroms auf 11.400 Gigawatt/Stunde reduziert (Nationalrat: 14.500 GWh), das langfristige Sicherheitskonzept des Nationalrat für die Kernkraftwerke mit mehr als 40 Betriebsjahren abgelehnt und im Gegensatz zum Nationalrat darauf verzichtet, das Energiesparen der Netzbetreiber mittels eines Bonus-Malus-Systems zu fördern. Es bleibt zu hoffen, dass sich der Ständerat in der Differenzvereinbarung dem Nationalrat anschliesst. Allerdings macht sich mit dem Rechtsrutsch des Nationalrats zusätzlich Unsicherheit und sogar Besorgnis breit, dass die Energiestrategie 2050 verwässert wird. Das wäre nicht nur der Umwelt, sondern auch der Innovation und der Beschäftigung abträglich.

Die vollständige Öffnung des Strommarktes verzögert sich

Mehr als ein Jahr nach der Vernehmlassung zur vollständigen Strommarktöffnung, hat der Bundesrat seine Botschaft zu Händen des Parlaments bis Ende 2015 noch immer nicht verab-

schiedet. Das dürfte zweifelsohne auf die Tatsache zurückzuführen sein, dass viele Vernehmlassungsteilnehmer in ihren Stellungnahmen den für diese Strommarktöffnung gewählten Zeitpunkt aufgrund der ungünstigen Marktbedingungen, namentlich wegen der tiefen Strompreise, als schlecht beurteilten. Zudem ist die Frage auch mit einem Abkommen mit der Europäischen Union (EU) verbunden. Dieses Abkommen kommt aufgrund der institutionellen Blockade nicht vom Fleck.

Travail.Suisse hat in der eigenen Stellungnahme unterstrichen, dass die vollständige Strommarktöffnung nur unter sehr strikten Bedingungen erfolgen darf und Begleitmassnahmen vorzusehen sind. Dazu gehört in erster Linie die Verpflichtung, in der Strombranche einen GAV und Weiterbildungsmaßnahmen für das Personal, welches erheblichen strukturellen Veränderungen und Herausforderungen im Bereich der beruflichen Kompetenzen unterworfen ist, vorzusehen. Travail.Suisse plant für 2016 ein Dokument, in dem die Forderungen konkretisiert werden sollen. Zudem soll die Zusammenarbeit mit den Verbänden und anderen betroffenen Akteuren ausgebaut werden. Zu diesen Akteuren gehören unter anderem die Gemeinden, die mit negativen Auswirkungen der vollständigen Strommarktöffnung auf ihre Elektrizitätswerke und das dort tätige Personal rechnen müssen.

Die UNO-Klimakonferenz, die Anfang Dezember 2015 in Paris stattgefunden hat, wurde mit einem internationalen Abkommen abgeschlossen, das für alle Länder Gültigkeit hat. Sein Ziel ist es, die Erderwärmung auf unter 2 Grad und wenn möglich auf 1,5 Grad zu senken. Das ist ein Zeichen der

Hoffnung und ein starkes Signal, aber es bleibt viel zu tun, denn mit den aktuellen Zielvorgaben der einzelnen Länder wird die Erderwärmung eher bei 3 Grad liegen. Travail.Suisse hat zu dieser Thematik Stellung bezogen und den Akzent auf das Konzept des gerechten Übergangs und der menschenwürdigen Arbeit gelegt, das auch in die Problematik des Klimawandels einbezogen werden muss.

Die nachhaltige Wirtschaft wurde schubladisiert

Im Bereich der nachhaltigen Wirtschaft hinterlassen die eidgenössischen Räte nach der Beratung des Gegenvorschlags zur Volksinitiative «Für eine nachhaltige und ressourceneffiziente Wirtschaft (Grüne Wirtschaft)» einen regelrechten Scherbenhaufen. Sie haben die Vorlage des Bundesrats so stark abgeschwächt, dass nichts mehr davon übrig geblieben ist. Die Stimmbevölkerung wird sich somit nur zur Initiative äussern können und zu keinem Gegenvorschlag. Travail.Suisse wird sich voraussichtlich für ein Ja aussprechen mit dem Ziel, die Ökologisierung der Wirtschaft voranzutreiben. Eine ökologischere Wirtschaft ist eine Chance für die Unternehmen, da die Schonung der Ressourcen nicht nur für die Umwelt eine gute Sache ist, sondern auch in Bezug auf die Reduktion der Kosten. Die Arbeitnehmenden profitieren von einer ökologischen Wirtschaft, weil die natürlichen Grundlagen erhalten werden, ohne die die Wirtschaft gefährdet würde. Sie ist also langfristig für den Erhalt der Beschäftigung wichtig. Zudem werden mit neuen Auflagen in Sachen Recycling (z.B. seltene Metalle) neue, spezialisierte Arbeitsplätze geschaffen.

Suivre les développements de TISA et TTIP

Ne pas libéraliser les services publics via des négociations internationales

progresser la libéralisation du commerce mondial via des accords bilatéraux ou plurilatéraux. Travail.Suisse a suivi avec attention l'évolution des négociations de l'accord plurilatéral sur les services (TISA) et est entré en contact, conjointement avec l'USS, à plusieurs reprises avec l'un des négociateurs du Seco pour les services. Il s'agit de mieux comprendre le fonctionnement des négociations mais aussi de veiller à ce que TISA n'entraîne pas pour la Suisse la libéralisation de services publics comme le service postal, la santé, la formation ou encore de services municipaux comme le traitement des eaux et des déchets. La vigilance est particulièrement de mise car le fonctionnement de TISA est nouveau en considérant que tout ce qui n'est pas exclu est libéralisé alors que jusqu'ici,

Etant donné la difficulté croissante à boucler le cycle de négociation à l'OMC, les Etats contournent les difficultés à faire

à l'OMC, le fonctionnement était inverse : rien n'est libéralisé sauf ce qui est expressément prévu. Par ailleurs, avec TISA, il existe des clauses qui prévoient qu'il n'est pas possible de faire marche arrière lorsque la libéralisation est acceptée.

Le TTIP (en français, partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) est un accord négocié entre les USA et l'UE qui pourrait être conclu en 2016. Il est aussi problématique car il pourrait bien donner un poids exorbitant aux investisseurs via un règlement des différends entre investisseurs et Etats (RDIE) qui court-circuiterait la démocratie et les tribunaux nationaux. Il y a aussi la crainte que l'on n'accorde pas assez d'importance aux droits des travailleurs et travailleuses dans l'accord et aux normes de qualité des produits. Pour la Suisse, il y a aussi un important risque de discrimination. Car notre pays n'est pas partie prenante aux négociations et qu'il n'est pas certain à l'heure actuelle que TTIP puisse être étendu aux pays tiers. L'industrie d'exportation suisse pourrait être pénalisée, ce qui, dans un contexte déjà difficile avec la surévaluation du franc suisse, prêterait encore plus la sauvegarde et la création d'emplois en Suisse.

La Conférence internationale du travail s'est tenue au début du mois de juin à Genève. Travail.Suisse a été représenté cette année par Joël Mugny, administrateur de Syna Genève, qui a participé à la Commission de l'application des normes internationales du travail et Denis Torche qui a participé à la commission consacrée à la création d'emplois décents et productifs dans les PME. Comme point fort de la Conférence, on notera l'adoption d'une recommandation sur l'économie informelle. Comme

plus de la moitié de la main-d'œuvre mondiale travaille dans l'économie informelle, la recommandation montre le chemin à suivre pour que ces travailleurs et travailleuses aient accès aux droits fondamentaux du travail et à la protection sociale.

Faire primer les droits sociaux sur les libertés économiques en Europe

Autre point fort de l'année, le Congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES)

s'est tenu à Paris à la fin du mois de septembre 2015. François Hollande, le président de la France, y a tenu un discours ainsi que Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne. Il s'agit maintenant de faire en sorte que leurs « déclarations sociales » soient traduites en actes. En effet, il est nécessaire que l'on relance le dialogue social dans l'UE et que l'on fasse primer les droits du travail et les droits sociaux sur les libertés économiques à un moment où l'UE, avec son approche rigide contre l'austérité, remet en cause l'autonomie des partenaires sociaux. Enfin, la CES plaide aussi pour que l'on applique le principe à travail égal, salaire égal au même lieu de travail afin de lutter contre le dumping salarial en Europe. Le Congrès a élu un nouveau secrétaire général, l'italien Luca Visentini qui succède à Bernadette Segol. Travail.Suisse était très bien représenté à ce Congrès par la présence en tant que délégué-e-s de Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse, Arno Kerst, président de Syna, Valérie Borioli et Denis Torche de Travail.Suisse et par celle de trois observateurs de Jeunesse.Suisse, en l'occurrence, Jordan Kestle, Malika Zouaoui et Mirco Gurini.



Adrian Wüthrich, Valérie Borioli Sandoz, Jordan Kestle, Malika Zouaoui et Arno Kerst (de droite à gauche) ont représenté Travail.Suisse au congrès de la CES à Paris.

Adrian Wüthrich, Valérie Borioli Sandoz, Jordan Kestle, Malika Zouaoui und Arno Kerst (v. r. n. l.) vertraten Travail.Suisse am EGB-Kongress in Paris.

TISA und TTIP: Entwicklung genau verfolgen

Den Service public nicht via internationale Verhandlungen liberalisieren

Angesichts der wachsenden Schwierigkeiten beim Abschluss der WTO-Verhandlungsrunde versuchen die Staaten, die Liberalisierung des Welthandels mit bilateralen und multilateralen

Abkommen voranzutreiben. Travail.Suisse hat die Entwicklung der Verhandlungen des multilateralen Abkommens zu den Dienstleistungen (TISA) aufmerksam mitverfolgt und in diesem Zusammenhang gemeinsam mit dem SGB mehrmals mit einem Unterhändler des Seco Kontakt gehabt. Es ging dabei darum, den Prozess der Verhandlungen besser zu verstehen, aber auch dafür zu sorgen, dass TISA nicht die Liberalisierung von Service-public-Leistungen – z.B. Postdienste, Gesundheitswesen, Abwasserreinigung, Abfallentsorgung – in der Schweiz nach sich zieht. Diese Aufmerksamkeit ist wichtig, weil der Prozess von TISA neu ist, indem alles, was nicht ausgeschlossen wird, liberalisiert wird. Bis anhin war es umgekehrt und es wurde nur liberalisiert, was ausdrücklich dafür vorgesehen war. Zudem bestehen mit TISA Klauseln, welche ausschliessen, dass eine einmal angenommene Liberalisierung rückgängig gemacht wird.

Das TTIP (Transatlantische Handels- und Investitionspartnerschaft) ist ein Abkommen zwischen den USA und der EU, das 2016 abgeschlossen werden könnte. Dieses Abkommen ist ebenfalls problematisch, weil es den Investoren ein übermässiges Gewicht verleiht. Dies durch ein Reglement, das die Differenzen zwischen den Investoren und den Staaten so regelt, dass die Demokratie und die

nationalen Gerichte umgangen werden. Es besteht auch die Befürchtung, dass den Rechten der Arbeitnehmenden und den Qualitätsnormen der Produkte im Abkommen zu wenig Gewicht beigemessen wird. Für die Schweiz besteht auch ein grosses Diskriminierungsrisiko. Denn unser Land nimmt an den Verhandlungen nicht teil und es ist zum heutigen Zeitpunkt nicht sicher, ob das Abkommen auch auf Drittstaaten ausgedehnt werden kann. Die Schweizer Exportindustrie könnte dadurch in Mitleidenschaft gezogen werden, was im bereits schwierigen Umfeld des überbewerteten Schweizer Frankens den Erhalt und die Schaffung von Arbeitsplätzen in der Schweiz gefährden könnte.

Die Internationale Arbeitskonferenz hat ihre Session Anfang Juni in Genf abgehalten. Travail.Suisse wurde durch Joël Mugny und Denis Torche vertreten. Joël Mugny nahm an den Diskussionen der Kommission für die Anwendung der internationalen Arbeitsnormen teil, Denis Torche war in der Kommission, welche sich der Schaffung von würdigen und produktiven Arbeitsplätzen in den KMU widmete, vertreten. Schwerpunkt der Konferenz war die Verabschiedung einer Empfehlung zur informellen Wirtschaft. Weltweit arbeitet mehr als die Hälfte der Arbeitskräfte im informellen Sektor. Die Empfehlung zeigt auf, wie die Arbeitnehmenden Zugang zu den grundlegenden Arbeitsrechten und zur sozialen Sicherheit erhalten.

Die sozialen Rechte über die wirtschaftlichen Freiheiten stellen

Ein anderer Schwerpunkt war im Berichtsjahr der Kongress

des Europäischen Gewerkschaftsbundes (EGB), der Ende September in Paris stattgefunden hat. Der französische Staatspräsident François Hollande und EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker haben an diesem Kongress eine Rede gehalten. Es geht jetzt darum, ihre «sozialen Erklärungen» in Taten umzusetzen. Tatsächlich muss der soziale Dialog in der EU wieder aufgenommen und dafür gesorgt werden, dass die Arbeits- und Sozialrechte über die wirtschaftlichen Freiheiten gestellt werden. Dies vor allem zu einem Zeitpunkt, in dem die EU die Autonomie der Sozialpartner in Frage stellt. Der EGB setzt sich auch dafür ein, dass der Grundsatz des gleichen Lohns für die gleiche Arbeit umgesetzt wird, und will damit Lohndumping bekämpfen. Der Kongress hat zudem den Italiener Luca Visentini zum neuen Generalsekretär gewählt. Er folgt auf Bernadette Ségol. Travail.Suisse war am Kongress des EGB gut vertreten mit Adrian Wüthrich, Präsident, Arno Kerst, Präsident der Syna, Valérie Borioli Sandoz und Denis Torche, sowie mit drei Vertreterinnen und Vertretern von Jeunesse. Suisse als Beobachtern, nämlich Jordan Kestle, Malika Zouaoui und Mirco Gurini.

Pas de cadeaux fiscaux au détriment de la population

La 3^{ème} réforme de l'imposition des entreprises : contre-financement svp!

La 3^{ème} réforme de l'imposition des entreprises est entrée en 2015 dans la phase parlementaire et, à la session d'hiver, le Conseil des Etats a adopté la réforme. Il en résulte des pertes fiscales estimées à environ 1,3 milliards de francs pour la Confédération. Dans ce contexte, Travail.Suisse a, plusieurs fois au cours de l'année par le biais de communiqués, indiqué qu'il rejetait la réforme si elle n'était pas contrefinancée par l'économie. Ce n'est pas à la population de payer cette réforme par le biais de hausses d'impôts ou par des baisses de prestations. Travail.Suisse propose à cette fin une imposition des gains en capital et un modeste relèvement du taux d'imposition fédéral sur les bénéficiers des entreprises. En outre, pour que cette réforme n'entraîne pas une concurrence fiscale ruineuse entre cantons, qui se traduira par des pertes de recettes fiscales en milliards de francs pour les cantons et les communes, nous proposons d'instaurer un taux d'imposition minimum des bénéficiers des entreprises. Ce taux doit être fixé aux alentours de 17 % si l'on veut empêcher des pertes fiscales importantes. Il faut s'opposer à toutes les autres baisses fiscales prévues dans le projet qui n'ont pas de lien avec la suppression des régimes fiscaux cantonaux. Si le projet n'est pas corrigé par le Conseil national, avec une limitation des pertes fiscales à un minimum, Travail.Suisse soutiendra le référendum qui sera vraisemblablement lancé contre la réforme.

Initiative au titre trompeur

Le Parlement a rejeté clairement l'initiative « En faveur du service public », au titre trompeur car l'initiative aura plutôt comme effet des réductions de prestations dans le service public. Les moyens prévus par les initiateurs pour améliorer la qualité du service public, en diminuant les prix, sont irréalistes. Ni l'absence de but lucratif, ni la diminution des salaires des hauts dirigeants des entreprises publiques, où la Confédération demeure l'actionnaire majoritaire, n'amélioreront la qualité. Au contraire, l'initiative, en empêchant les entreprises concernées d'avoir un objectif lucratif dans les prestations de base, fera passer en fin de compte les contribuables à la caisse pour maintenir les prestations. Travail.Suisse s'engagera en 2016 dans la campagne contre cette initiative, en soutenant, au moins sur le plan du contenu, Transfair qui prévoit de mener activement campagne en affectant des moyens financiers.

Politique de la formation

Pour une formation avec de l'avenir

Politique de la formation pour les travailleurs plus âgés

Le 27 avril 2015 se déroula la première conférence nationale sur les travailleurs plus âgés. Sous la direction de son président, Travail.Suisse était

Investir plutôt qu'économiser

En novembre 2015, Travail.Suisse a aussi commencé à rédiger sa réponse à la consultation sur le programme de stabilisation 2017 – 2019 qui prévoit d'économiser environ un milliard de francs par an de 2017 à 2019. Il faut refuser ces coupes car la situation financière de la Confédération ne justifie pas de telles économies, en particulier dans la formation, la coopération au développement, les assurances sociales et aussi au détriment de l'administration propre et du personnel. Au contraire, la marge de manœuvre financière dont dispose la Confédération doit être utilisée pour investir et dépenser davantage dans des domaines-clés pour l'avenir de la Suisse, comme la formation et la recherche, l'économie care en raison de l'évolution démographique ainsi que pour la transition énergétique et les infrastructures de transport public.

représenté par quatre personnes. Nos revendications ont mis l'accent avant tout sur la nécessité pour les travailleurs plus âgés de pouvoir disposer d'offres de formation adaptées suffisamment tôt. Il faut en particulier prendre en considération le risque de déquali-

Keine Steuergeschenke zu Lasten der Bevölkerung

Unternehmenssteuerreform III: Es braucht eine Gegenfinanzierung

Die Unternehmenssteuerreform III ist 2015 in die parlamentarische Phase getreten. In der Wintersession hat der Ständerat die Reform beraten und verabschiedet. Es resultieren Steuerausfälle von 1,3 Milliarden Franken für den Bund. Travail.Suisse hat mehrmals unterstrichen, dass die Reform ohne Gegenfinanzierung nicht akzeptiert werden kann. Es darf nicht sein, dass die Bevölkerung mit Steuererhöhungen und Leistungskürzungen für diese Reform aufkommen muss. Travail.Suisse schlägt eine Gegenfinanzierung in Form einer Kapitalgewinnsteuer und einer bescheidenen Erhöhung der Unternehmenssteuer auf Bundesebene vor. Damit diese Reform zudem nicht zu einem ruinösen Steuerwettbewerb unter den Kantonen führt, welcher Steuerausfälle in Milliardenhöhe bei den Kantonen und Gemeinden nach sich ziehen würde, ist für die Unternehmensgewinne ein Mindeststeuersatz festzulegen. Um grosse Steuerverluste zu vermeiden, muss dieser Steuersatz bei 17 Prozent liegen. Weitere in der Vorlage vorgesehene Steuersenkungen, die in keinem Zusammenhang mit der Abschaffung von kantonalen Steuerregimes stehen, sind abzulehnen. Wenn die Vorlage vom Nationalrat nicht korrigiert wird, indem die Steuerausfälle auf ein Minimum reduziert werden, wird Travail.Suisse das Referendum, das voraussichtlich gegen die Reform lanciert wird, unterstützen.

Initiative mit trügerischem Titel

Das Parlament hat die Initiative «Pro Service public» klar abgelehnt. Der

Titel der Initiative täuscht, denn bei einer Annahme ist mit einem Abbau im Bereich des Service public zu rechnen. Die von den Initianten vorgesehen Mittel, mit denen die Qualität des Service public verbessert werden soll bei gleichzeitiger Senkung der Preise, sind unrealistisch. Weder der Verzicht auf die Gewinnorientierung noch die Senkung der Managerlöhne der öffentlichen Unternehmen wird zu einer Verbesserung der Qualität führen. Im Gegenteil: Indem die Initiative den betroffenen Unternehmen verbietet, im Bereich der Grundleistungen gewinnorientiert zu handeln, werden die Steuerzahlerinnen und Steuerzahler zur Kasse gebeten, um die Leistungen aufrecht zu erhalten. Travail.Suisse wird sich 2016 gegen diese Initiative engagieren und dabei vor allem in inhaltlicher Hinsicht den Mitgliedsverband transfair, der aktiv gegen die Initiative Kampagne machen wird, unterstützen.

Investieren statt zu sparen

Investieren statt zu sparen

Im November 2016 hat Travail.Suisse begonnen, die Stellungnahme zum Stabilisierungsprogramm 2017–2019 zu verfassen. Dieses Programm sieht Sparmassnahmen in der Höhe von einer Milliarde Franken vor. Diese Sparmassnahmen gilt es abzulehnen, da die finanzielle Situation des Bundes sie in keiner Weise rechtfertigt. Stossend sind die Einschnitte besonders in den Bereichen der Bildung, der Entwicklungszusammenarbeit, der Sozialversicherungen, aber auch beim Bundespersonal. Der finanzielle Spielraum, über den der Bund verfügt, muss für Investitionen und Mehrausgaben in jenen Bereichen genutzt werden, die für die Zukunft der Schweiz zentral sind, wie die Bildung und Forschung, die Care-Oekonomie (aufgrund der demografischen Entwicklung), die Energiewende und die Infrastruktur im öffentlichen Verkehr.

Bildungspolitik

Für eine Bildung mit Zukunft

Bildungspolitik für ältere Arbeitnehmende

Am 27. April 2015 fand die erste nationale Konferenz «Ältere Arbeitnehmende» statt. Travail.Suisse war unter der Leitung des Prä-

sidenten mit vier Personen präsent. Unser Anliegen war es vor allem, darauf hinzuweisen, dass ältere Arbeitnehmende schon frühzeitig über angepasste Bildungsangebote gestärkt werden sollen. Insbesondere ist darauf zu achten, dass Arbeitnehmende im

fication que les travailleurs plus âgés courent au long de leur vie active par la perte de compétences, une formation continue insuffisante ou des problèmes de santé.

Améliorer l'accès aux compétences de base

Les personnes adultes aux compétences de base déficientes (lire, écrire, mathématique de base, technologies de l'information) sont largement exclues de la formation continue. La loi sur la formation continue prévoit d'améliorer pour elles l'accès aux compétences de base. Travail.Suisse s'est fortement engagé pour que l'ordonnance sur les compétences de base autorise des programmes ciblés que l'on peut mettre en œuvre progressivement de manière coordonnée.

Insérer la formation continue dans le CNC

2015 a vu au niveau suisse le début du processus d'insertion des diplômes de la formation professionnelle formelle dans le cadre national de certification CNC. Travail.Suisse s'engage en tête dans une organisation qui veut faire figurer aussi les diplômes de formation continue dans le CNC. On pourra ainsi relever leur valeur sur le marché du travail grâce à cet effort de transparence.

Promouvoir la gestion des compétences

Une planification intelligente de la formation continue et de la carrière des travailleurs et travailleuses dépend aussi de la conscience qu'en ont ces derniers. Pour renforcer la gestion des compétences en Suisse, Travail.Suisse a aidé à fonder l'Association gestion des compétences VKM et a fait valoir les exigences correspondantes vis-à-vis du monde politique, comme par exemple la demande d'un nouveau standard visant à ce que les personnes

dont l'âge se situe entre 40 et 45 ans puissent faire un bilan professionnel pour mieux planifier la 2^{ème} partie de leur carrière.

Renforcer la formation professionnelle supérieure

Parmi les priorités de la politique de formation, il s'agit de renforcer les formations et les diplômes de la formation professionnelle supérieure. Pour ce faire, il faut un financement plus juste, des titres plus compréhensibles sur le plan international, l'insertion dans le CNC formation professionnelle et un supplément au diplôme utile. Travail.Suisse s'est engagé intensément pour tout cela mais a aussi toujours rappelé que le renforcement le plus adéquat passe par la qualité de la formation et par une mise en valeur offensive de la proximité du marché du travail et de la compatibilité des formations et des diplômes pour l'économie.

Engagement européen

Le 1^{er} janvier 2015, la Conférence suisse des hautes écoles a démarré ses travaux. Travail.Suisse est représenté dans cet organe avec un droit de proposition par sa présence dans le Comité permanent du monde du travail. Il peut ainsi apporter ses requêtes importantes comme le droit de participation des doctorant.e-s, le renforcement des différents profils des hautes écoles, la formation des futurs doctorant.e-s et les réglementations en lien avec la formation continue des hautes écoles. Travail.Suisse accompagne son travail dans la Conférence suisse des hautes écoles par une info-mail LEHE, qui discute des questions qui se posent au sujet de la politique des hautes écoles.

Buts fixés pour les années 2016 à 2019

Travail.Suisse a un siège dans le « Advisory Committee for Vocational Training » (ACVT)

et y apporte les expériences de la Suisse avec son système de formation professionnelle. Travail.Suisse travaille aussi à un projet dont le but est de rassembler les expériences des pays qui ont un système dual de formation professionnelle (Danemark, Luxembourg, Allemagne, Autriche et Suisse) et de les transmettre à des pays intéressés.

Engagement dans la Conférence suisse des hautes écoles

Dans le cadre de son congrès, Travail.Suisse a aussi fixé les buts de la politique de formation pour les quatre prochaines années. Parmi les points forts, on mentionnera particulièrement l'intensification de la préparation au choix de la profession à l'école obligatoire, le développement de la formation professionnelle pour adultes et le développement d'une politique de la formation continue moderne.

Verläufe ihres Arbeitslebens nicht Dequalifizierungen erfahren durch Verlust von Kompetenzen, fehlende Weiterbildungen oder gesundheitliche Probleme.

Zugang zu den Grundkompetenzen verbessern

Erwachsene Personen, welche Mühe haben mit den Grundkompetenzen (Lesen, Schreiben, Alltagsmathematik, Informationstechnologien) bleiben von Weiterbildungen weitgehend ausgeschlossen. Das Weiterbildungsgesetz möchte für sie den Zugang zu den Grundkompetenzen verbessern. Travail.Suisse hat sich stark dafür eingesetzt, dass die Verordnung zu den Grundkompetenzen zielgerichtete Programme ermöglicht, die Schritt für Schritt koordiniert umgesetzt werden können.

Weiterbildung in den NQR aufnehmen

2015 wurde auf nationaler Ebene mit der Einordnung der formalen Berufsbildungsabschlüsse in den nationalen Qualifikationsrahmen NQR begonnen. Travail.Suisse engagiert sich leitend in einer Organisation, welche will, dass auch Weiterbildungsabschlüsse in den NQR eingeordnet werden können. Damit soll ihr Wert auf dem Arbeitsmarkt dank Transparenz erhöht werden.

Kompetenzmanagement fördern

Eine kluge Weiterbildungs- und Karriereplanung von Arbeitnehmenden hängt auch davon ab, dass sie sich ihrer Kompetenzen bewusst(er) sind. Zur Stärkung des Kompetenzmanagements in der Schweiz hat Travail.Suisse mitgeholfen, den Verein Kompetenzmanagement VKM zu gründen, und entsprechende Forderungen in die Politik eingebracht, zum Beispiel die Forderung, dass es ein neuer Standard werden soll, dass Personen zwischen 40 und 45 eine

berufliche Standortbestimmung machen zur bewussten Planung des zweiten Teils des Arbeitslebens.

Die Höhere Berufsbildung stärken

Zu den Prioritäten der Bildungspolitik gehört es, die Ausbildungen und Abschlüsse der Höheren Berufsbildung zu stärken. Hilfreich dabei sind fairere Finanzierungen, international verständlichere Titel, die Einordnung in den NQR und ein hilfreiches Diploma supplement. Für all das hat sich Travail.Suisse intensiv eingesetzt, aber auch immer wieder betont, dass die wichtigste Stärkung durch die Qualität der Ausbildung und durch die offensive Betonung der Arbeitsmarktnähe und Brauchbarkeit der Ausbildungen und Abschlüsse durch die Wirtschaft geschieht.

Engagement in der Hochschulkonferenz

Am 1. Januar 2015 hat die Schweizerische Hochschulkonferenz ihre Arbeit aufgenommen. Travail.Suisse ist über den ständigen Ausschuss der Arbeitswelt in diesem Organ mit Antragsrecht vertreten und kann dort wichtige Anliegen wie die Mitwirkungsrechte der Dozierenden, die Stärkung der verschiedenen Hochschulprofile, die Ausbildung der zukünftigen Dozierenden und die Regelungen in Bezug auf die Hochschulweiterbildung einbringen. Travail.Suisse begleitet die Arbeit in der Hochschulkonferenz mit einem HFKG-Infomail, in dem hochschulpolitische Fragen aufgenommen und diskutiert werden.

Europäisches Engagement

Travail.Suisse hat einen Sitz im Advisory Committee for Vocational Training (ACVT) und bringt dort die Erfahrungen der Schweiz mit ihrem Berufsbildungssystem ein. Zudem arbeitet Travail.Suisse an einem Projekt mit, welches zum Ziel hat, die Erfahrungen der Länder mit

einem dualen Berufsbildungssystem (Dänemark, Luxemburg, Deutschland, Österreich und Schweiz) zu sammeln und an interessierte Länder weiterzugeben.

Ziele für die Jahre 2016 bis 2019 festgelegt

Im Rahmen des Kongresses hat Travail.Suisse auch die Ziele im Bereich der Bildungspolitik für die nächsten vier Jahre festgelegt. Wichtige Schwerpunkte sind u.a.: die Berufswahlvorbereitung in der Volksschule zu intensivieren, die Berufsbildung für die Erwachsenen zu fördern und eine moderne Weiterbildungspolitik zu entwickeln.

Travail.Suisse au Parlement

Régler de façon plus fiable les horaires de travail

Dans une conférence de presse tenue au printemps 2015, Travail.Suisse a placé au cœur des conditions de travail la question des horaires de travail. Jacques-André Maire (SP/NE), vice-président de Travail.Suisse, a déposé, dans la foulée, deux motions. La première demande de stopper la flexibilisation toujours plus poussée des horaires de travail, en prolongeant de deux à quatre semaines le délai pour annoncer les horaires. Les modifications à court terme des horaires de travail doivent donner droit à un supplément en temps ou en argent. La deuxième motion demande que dans le domaine du travail supplémentaire on mette sur pied d'égalité les travailleurs et travailleuses à temps partiel avec ceux et celles à temps plein. On prendrait ainsi en considération le développement toujours plus répandu du travail à temps partiel. Pour ce qui est des horaires de travail et des conditions de travail du personnel de la santé, une interpellation d'Yvonne Gilli (Les Verts/SG) demande au Conseil fédéral quelles sont les conséquences des modifications des conditions de travail dans les professions de la santé depuis l'introduction du système de rémunération SwissDRG. Un premier rapport d'évaluation doit être publié en 2016.

Hauts salaires des managers : pour plus de transparence fiscale

En lien avec l'étude sur les salaires des managers de Travail.Suisse, Jacques-André Maire a déposé une motion qui demande la transparence fiscale pour les hauts salaires

des managers. 10 ans après la première étude sur les salaires des managers de Travail.Suisse, les hauts salaires des managers demeurent un sujet de colère. L'initiative sur les rémunérations abusives a certes été acceptée par le peuple mais on ne voit pas d'effet modéré sur les salaires des managers. Le peuple a rejeté clairement l'initiative 1 : 12. Travail.Suisse lance un nouveau sujet de discussion visant à créer la transparence des impôts versés par les « top-managers », l'utilité des hauts salaires pour la collectivité pouvant alors être mieux comprise. Mais cela présuppose la transparence concernant le registre d'impôt.

Réinsertion – besoin d'agir reconnu

La réinsertion est un thème qui a aussi figuré à l'agenda politique 2015, en particulier en raison de la pénurie de main-d'œuvre qui devrait encore se renforcer suite à l'acceptation de l'initiative sur l'immigration de masse par le peuple et les cantons. Le Conseiller national Jacques-André Maire, vice-président de Travail.Suisse a ainsi déposé une initiative parlementaire exigeant que les personnes, qui pour des raisons familiales ont quitté la vie active depuis une longue durée, puissent avoir accès aux mesures de formation de l'assurance-chômage. Cette initiative parlementaire a été acceptée par la commission du Conseil national. Les délibérations de détail se poursuivront en 2016.

Un pas en avant pour le congé d'adoption

Le Conseiller national Marco Romano avait déposé en 2013

une initiative parlementaire pour l'introduction d'un congé d'adoption payé de 12 semaines. Le modèle proposé et élaboré avec le soin de Travail.Suisse prévoit que le congé d'adoption peut être pris par la mère et le père. Les familles concernées doivent pouvoir décider elles-mêmes de la manière dont elles veulent se partager ce droit. Le congé doit pouvoir aussi être pris de façon flexible, en bloc, par jours ou demi-jours. L'initiative a été acceptée en 2015 par les commissions préparatoires des deux conseils. Les délibérations de détail auront lieu en 2016.

Rencontre avec les parlementaires afin d'entretenir et d'approfondir les contacts

Chaque deuxième mardi de la session de printemps et d'automne se déroule la traditionnelle rencontre parlementaire de Travail.Suisse. En 2015, Travail.Suisse a renoncé à la rencontre du printemps. La réunion d'automne a eu comme thème le « Baromètre Conditions de travail ».

Participation aux séances du Groupe parlementaire pour le travail

En 2015 aussi, Travail.Suisse a participé aux séances du groupe parlementaire pour le travail. Lors de ces événements, qui se sont déroulés lors des sessions d'été et d'hiver, on a agendé les thèmes suivants « Problèmes des travailleurs plus âgés en Suisse. Evolution, cause et mesures » et « Mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse: comment garantir les emplois et les salaires en Suisse ».

Travail.Suisse im Parlament

Arbeitszeiten verlässlicher regeln

Mit einer Medienkonferenz im Frühjahr 2015 stellte Travail.Suisse die Arbeitszeiten als ein wichtiges Element der Arbeitsbedingungen ins Zentrum. In der Folge reichte Jacques-André Maire (SP/NE), Vizepräsident von Travail.Suisse, zwei Motionen ein. Der erste Vorstoss fordert, dass die immer weitergehende Flexibilisierung der Arbeitszeiten gestoppt wird, indem die Frist zur Ankündigung der Arbeitszeiten von heute zwei auf vier Wochen verlängert wird. Kurzfristige Änderungen der Arbeitszeiten sollen mit einem Zeit- oder Lohnzuschlag vergütet werden. Der zweite Vorstoss verlangt, dass im Bereich der Überzeitarbeit eine Gleichbehandlung der Teilzeit- mit den Vollzeitarbeitenden angestrebt wird. Damit soll der immer stärkeren Verbreitung der Teilzeitarbeit Rechnung getragen werden. In Bezug auf die Arbeitszeiten und Arbeitsbedingungen beim Pflegepersonal wurde von Yvonne Gilli (Grüne/SG) eine Interpellation eingereicht, welche den Bundesrat nach den Veränderungen der Arbeitsbedingungen in den Pflegeberufen seit der Einführung der Swiss DRG befragte. Ein erster Evaluationsbericht sollte 2016 publiziert werden.

Hohe Managerlöhne = hohe Steuerabgaben?

Im Zusammenhang mit der Managerlohnstudie von Travail.Suisse hat Jacques-André Maire eine Motion eingereicht, welche eine steuerliche Transparenz für hohe Managerlöhne fordert. Auch nach über 10 Jahren Managerlohnstudie von Travail.Suisse bleiben die hohen Managerlöhne

ein Ärgernis. Die Abzockerinitiative wurde zwar vom Stimmvolk angenommen, eine mässigende Wirkung auf die Managerlöhne ist aber nicht feststellbar. Die 1:12-Initiative wurde von der Bevölkerung deutlich abgelehnt. Travail.Suisse lanciert einen neuen Diskussionsansatz, indem die hohen Steuerabgaben als Nutzen der hohen Managerlöhne für die Allgemeinheit sichtbar gemacht werden. Dies setzt aber eine Transparenz bei den Steuerzahlungen voraus.

Wiedereinstieg – Handlungsbedarf ist erkannt

Der Wiedereinstieg ist ein Thema, das auch 2015 auf der politischen Agenda stand. Dies nicht zuletzt auch aufgrund des Fachkräftemangels, der sich nach der Annahme der Masseneinwanderungsinitiative durch Volk und Stände noch verschärfen dürfte. Nationalrat Jacques-André Maire hatte deshalb 2014 eine parlamentarische Initiative eingereicht mit der Forderung, Personen, die aus familiären Gründen für längere Zeit aus dem Erwerbsleben ausgestiegen sind, Zugang zu den Bildungsmaßnahmen der Arbeitslosenversicherung zu verschaffen. Der Vorstoss ist von den vorberatenden Kommissionen des Nationalrats angenommen worden. Die Detailberatung wird 2016 fortgesetzt.

Adoptionsurlaub ist ein Schritt weiter

2013 hatte Nationalrat Marco Romano eine parlamentarische Initiative für die Einführung eines bezahlten Adoptionsurlaubs von 12 Wochen eingereicht. Das vorgeschlagene und zusammen mit Travail.Suisse ausgearbeitete Modell sieht vor, dass

Parlamentariertreffen zur Pflege und Vertiefung der Beziehungen

Jeweils am zweiten Dienstag der Frühlings- und Herbstsession findet traditionell das Parlamentariertreffen von Travail.Suisse statt. 2015 verzichtete Travail.Suisse auf die Durchführung des Frühlingsanlasses. Die Zusammenkunft im Herbst war dem «Barometer Gute Arbeit» gewidmet.

Teilnahme am Sessionsanlass der parlamentarischen Gruppe für Arbeit

Travail.Suisse beteiligte sich auch 2015 an den Sessionsanlässen der parlamentarischen Gruppe für Arbeit. Diese Anlässe, die in der Sommer- und der Wintersession stattfinden, wurden 2015 zu den Themen «Probleme der älteren Arbeitnehmenden in der Schweiz. Entwicklungen, Ursachen und Massnahmen» und «Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative: Wie können die Arbeitsplätze und die Löhne in der Schweiz gesichert werden» durchgeführt.

Les élections 2015 comme indicateur de tendance

Les élections dominaient l'année

2015 a été une année électorale, l'automne ayant été réservé aux élections du Parlement

fédéral et donc sans autres votations fédérales. Les citoyens et citoyennes se sont prononcés sur des objets fédéraux seulement le 18 mars 2015 et le 14 juillet 2015.

Rejet de deux projets fiscaux

Deux initiatives populaires ont figuré au cœur des votations du mois de mars et les deux furent rejetées à une forte majorité. L'initiative populaire fédérale « Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt » échoua avec un non de 75,4 pourcent des voix. Travail.Suisse avait décidé de la liberté de vote car les fédérations membres évaluaient différemment l'effet de cette initiative. Certaines espéraient qu'elle contribue à soulager les familles, tandis que d'autres craignaient que l'on compense les fortes pertes fiscales dues à l'exonération fiscale des allocations familiales par des mesures d'économie dans le cadre de la réduction des primes d'assurance-maladie ou dans le domaine de la scolarité.

L'initiative populaire « Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie » se traduisit par un record de non de 92 pourcent des voix. Travail.Suisse avait aussi rejeté l'initiative. Elle demandait l'introduction d'une taxation sur les énergies non renouvelables au détriment de la TVA. Pour Travail.Suisse cela représentait une mauvaise solution car la TVA est devenue la source de recettes la plus

importante de la Confédération. Et pour compenser les pertes, il aurait fallu fixer la nouvelle taxation à un niveau très élevé.

Echec de l'imposition des successions

Quatre projets figuraient à l'affiche des votations du 14 juin.

L'arrêté fédéral sur la modification de la Constitution relatif à la procréation médicalement assistée et au génie génétique dans le domaine humain a été accepté par 61,3 pourcent des votant·e·s. La modification de la loi fédérale sur la radio et la télévision n'a recueilli qu'une très faible majorité de 50,1 pourcent des voix. Travail.Suisse avait renoncé à une recommandation de vote sur la procréation médicalement assistée et dit oui à la modification de la loi fédérale sur la radio et la télévision.

Travail.Suisse avait aussi recommandé l'acceptation des deux initiatives populaires soumises au vote de juin 2015. Mais le peuple rejeta tant l'initiative sur les bourses d'étude que l'initiative « Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS ». Le peuple a dit non à l'initiative sur les bourses d'étude à 72,5 pourcent des voix et à 71 pourcent à celle sur la réforme successorale. Travail.Suisse avait estimé que l'introduction d'un impôt sur les successions au niveau national aurait pu diminuer la concentration domageable de la fortune et la lacune de financement de l'AVS. Le report des compétences dans le domaine des bourses d'étude des cantons vers la Confédération aurait permis, selon Travail.Suisse, de diminuer fortement l'inégalité des chances existante.

La droite a désormais la majorité absolue

Les élections au Conseil national et au Conseil des Etats ont eu lieu le 18 octobre

2015. Le résultat de ces élections est décevant pour les travailleurs et travailleuses. Les partis qui ont gagné des sièges sont surtout ceux qui à priori sont peu favorables aux travailleurs et travailleuses. L'UDC et le PLR ont, avec les petits partis à droite du spectre politique, la majorité absolue au Conseil national. La représentation est plus équilibrée au Conseil des Etats. Mais on peut partir de l'idée qu'au cours des prochains quatre ans, il y aura plus de lois qui iront diamétralement à l'encontre des travailleurs et travailleuses et qu'il faudra combattre par référendum.

Pour Travail.Suisse, il est toutefois réjouissant que Jacques-André Maire, vice-président de Travail.Suisse, ait été réélu au Conseil national par un score brillant. Stefan Müller-Altermatt, président de Transfair, a aussi été réélu avec un excellent score. Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse a aussi obtenu un très bon résultat. Il a manqué de peu son entrée au Conseil national et obtint le rang de 2^{ème} vienne ensuite.

Die Wahlen 2015 wurden zur Richtungswahl

Wahlen dominierten

2015 war ein Wahljahr. Der Herbst war deshalb den Wahlen

ins eidgenössische Parlament vorbehalten und es wurden keine Volksabstimmungen angesetzt. Nur am 18. März 2015 und am 14. Juni 2015 entschieden die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger über Sachgeschäfte.

Abfuhr für zwei Steuervorlagen

Zwei Volksinitiativen standen im Zentrum der Märzabstimmung. Beide wurden mit einem wuchtigen Mehr

abgelehnt. Die Volksinitiative «Familien stärken! Steuerfreie Kinder- und Familienzulagen» scheiterte mit einem Nein-Anteil von 75,4 Prozent der Stimmen. Travail.Suisse hatte Stimmfreigabe beschlossen, weil die Mitgliedsverbände die Wirkung dieser Initiative unterschiedlich beurteilten. Einige erhofften sich eine Entlastung der Familien, andere befürchteten, dass die hohen Steuerausfälle, welche eine Befreiung der Kinderzulagen von den Steuern generieren würde, mit Sparmassnahmen bei den Krankenkassenprämienverbilligungen oder im Schulbereich kompensiert würden.

Die Volksinitiative «Energie- statt Mehrwertsteuer» fiel bei den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern mit einem rekordhohen Nein-Anteil von 92 Prozent der Stimmen durch. Auch Travail.Suisse lehnte die Initiative ab. Diese forderte die Einführung einer Steuer auf nicht erneuerbaren Energien auf Kosten der Mehrwertsteuer. Für Travail.Suisse war dies nicht der richtige Ansatz, da die Mehrwertsteuer mittlerweile die wichtigste Einnahmequelle des Bundes ist. Um

deren Ausfall auszugleichen, hätte die neue Steuer sehr hoch angesetzt werden müssen.

Erbschaftssteuer gescheitert

Am 14. Juni 2015 standen vier Vorlagen zur Abstimmung. Der Bundesbeschluss über die

Änderung der Verfassungsbestimmung zur Fortpflanzungsmedizin und Gentechnologie im Humanbereich wurde mit 61.3 Prozent Ja-Stimmen angenommen. Die Änderung des Bundesgesetzes über Radio und Fernsehen fand nur ein knappes Mehr von 50,1 Prozent der Stimmen. Travail.Suisse hatte auf eine Parolenfassung zur Verfassungsbestimmung zur Fortpflanzungsmedizin verzichtet und die Ja-Parole zur Änderung des Bundesgesetzes über Radio und Fernsehen beschlossen.

Ebenfalls zur Annahme empfohlen hatte Travail.Suisse die beiden Volksinitiativen, die im Juni 2015 zur Abstimmung kamen. Allerdings stiessen weder die Stipendieninitiative noch die Volksinitiative «Millionen-Erbschaften besteuern für unsere AHV» bei der Stimmbevölkerung auf Zustimmung. Die Stipendieninitiative wurde mit 72,5 Prozent der Stimmen abgelehnt, die Initiative für die Erbschaftssteuer mit 71 Prozent. Travail.Suisse vertrat die Meinung, dass mit der Einführung einer Erbschaftssteuer auf nationaler Ebene die schädliche Vermögenskonzentration etwas gestoppt und die Finanzierungslücke der AHV hätte verringert werden können. Die Verschiebung der Kompetenz im Stipendienwesen von den Kantonen zum Bund hätte nach Ansicht von Travail.Suisse die existierenden Chancenungleichheiten erheblich gemindert.

Die Rechte hat neu die absolute Mehrheit

Am 18. Oktober 2015 fanden die National- und Ständeratswahlen statt. Das Resultat dieser Wahlen fiel aus Arbeitnehmersicht er-

nüchternd aus: Es gewannen vor allem jene Parteien Sitze, welche den Interessen der Arbeitnehmenden nicht primär positiv gegenüberstehen. SVP und FDP haben jetzt mit den Kleinparteien aus dem rechten Parteienspektrum die absolute Mehrheit im Nationalrat. Etwas ausgewogener sieht die Vertretung im Ständerat aus. Es zeichnet sich aber ab, dass in den nächsten vier Jahren mehr Gesetze, welche den Interessen der Arbeitnehmenden diametral gegenüberstehen, mit Referenden bekämpft werden müssen.

Aus Sicht von Travail.Suisse ist erfreulich, dass Jacques-André Maire, Vizepräsident von Travail.Suisse, seine Wiederwahl in den Nationalrat mit einem Glanzresultat geschafft hat. Ebenfalls mit einem ausgezeichneten Resultat wiedergewählt worden ist Stefan Müller-Altermatt, seines Zeichens Präsident von transfair. Ein sehr gutes Resultat hat auch Adrian Wüthrich, Präsident von Travail.Suisse, erzielt. Er hat als Fünfter auf seiner Liste den Einzug ins nationale Parlament nur knapp verpasst und den zweiten Ersatzplatz erreicht.

Campagne pour le congé paternité

Travail.Suisse élabore une campagne pour le congé paternité

En 2015, Travail.Suisse s'est engagé avec intensité pour un congé paternité légal et a développé la campagne « du temps pour les papas ». Le lancement a démarré le 18 mai avec la conférence de presse portant sur l'analyse de 46 conventions collectives de travail (CCT). Le résultat de cette analyse est décevant : le congé paternité reste l'exception dans les CCT. Lors du jour des pères du 5 juin, on a aussi lancé le site internet www.papi-zeit.ch invitant les sympathisant-e-s du congé paternité à

En 2015, Travail.Suisse s'est engagé avec intensité pour un congé paternité légal et a développé la campagne « du temps pour les papas ».

déposer leur témoignage. L'écho fut excellent, dans un laps de temps très court, on a récolté plus de 200 photos et points de vue. La campagne a atteint son point culminant le 30 août, en tant qu'événement précédant la séance de la commission du Conseil des Etats qui avait à son ordre du jour l'initiative parlementaire Candinas. Plus de 150 personnes se sont rassemblées pour une action colorée et joyeuse rappelant l'exigence urgente d'un congé paternité légal et payé, malheureusement sans succès. Il devint alors clair que les efforts de Travail.Suisse étaient soutenus par la population mais pas au plan politique, hélas. Travail.Suisse décida dès lors à prendre les choses en mains. Le Comité décida le 9 décembre 2015 d'initier les travaux pour le lancement d'une initiative populaire pour un congé paternité payé.

Le temps de travail et les conditions de travail au centre

Travail.Suisse a invité les médias en 2015 à six conférences de presse et présenta dans ce cadre des documents

de position et des exigences relatives aux travailleurs et travailleuses. La première conférence de presse a eu lieu le 26 mars sur le thème du « temps de travail

De nombreux pères engagés (et mères) participèrent le 30 août 2015 à une action colorée et joyeuse à Berne pour s'engager pour un congé paternité.

Am 30. August 2015 kamen zahlreiche engagierte Väter (und Mütter) in Bern zu einer bunten und fröhlichen Aktion zusammen, um sich für einen Vaterschaftsurlaub einzusetzen.

faisant face à des vents contraires ». Jacques-André Maire, vice-président de Travail.Suisse, a déposé deux interventions pour soutenir le marché du travail et améliorer les conditions de travail. La présentation du « Baromètre Conditions de travail » a été un autre point fort. La conférence de presse précéda d'un jour le congrès. « Le Baromètre Conditions de travail » est un indicateur qui évalue les conditions de travail du point de vue des salarié-e-s.

En juin 2015, Travail.Suisse a présenté les résultats de la 11^{ème} étude des salaires des managers. Le bilan est décevant : l'initiative sur les rémunérations abusives ne montre jusqu'ici aucun effet, les salaires des managers caracolant toujours à un très haut niveau. La césure entre la population et l'économie se poursuit ainsi. Au début du mois d'août, Travail.Suisse présenta avec ses fédérations membres Syna, Hotel & Gastro Union et transfair les revendications salariales pour 2016. Malgré la crise monétaire, les fédérations étaient d'accord de revendiquer des augmentations de salaires entre 0,5 et 1,5 pourcent pour la plupart des salarié-e-s. On a considéré lors de la conférence de presse sur les résultats des négociations salariales que l'issue de ces négociations a été insuffisante. Dans le 2^{ème} pilier, on constate que l'évolution en faveur des assureurs et en défaveur des assurés se poursuit. Travail.Suisse l'a illustré lors de la conférence de presse du 5 octobre montrant que « la prévoyance professionnelle est une vache à lait pour l'industrie de l'assurance ».

Au cœur de l'action

Travail.Suisse a publié aussi en 2014, avant chaque session parlementaire, un service médias



Kampagne für Vaterschaftsurlaub

Travail.Suisse kreiert Kampagne für Vaterschaftsurlaub

Im Jahr 2015 hat sich Travail.Suisse intensiv für einen gesetzlichen Vaterschaftsurlaub eingesetzt und entwickelte die Papi-Zeit-Kampagne. Der Startschuss fiel am 18. Mai mit der Medienkonferenz zur Analyse von 46 Gesamtarbeitsverträgen. Das Fazit dieser Analyse ist ernüchternd: Ein Vaterschaftsurlaub ist auch auf der Ebene der Gesamtarbeitsverträge noch immer die Ausnahme. Zum Vätertag am 5. Juni wurde die Webseite www.papi-zeit.ch lanciert, auf der Sympathisantinnen und Sympathisanten des Vaterschaftsurlaubs ihr Statement abgeben konnten. Das Echo war überragend, innert kürzester Zeit kamen über 200 Fotos und Statements zusammen. Die Kampagne erreichte am 30. August, als Vorevent zur ständerätlichen Kommissionssitzung, an der die parlamentarische Initiative Candinas traktandiert war, einen weiteren Höhepunkt: Über 150 Personen versammelten sich zu einer bunten und fröhlichen Aktion und machten nochmals auf das dringende Anliegen eines gesetzlich verankerten, bezahlten Vaterschaftsurlaubs aufmerksam – leider ohne Erfolg. Damit wurde klar: Die Bemühungen von Travail.Suisse fruchteten zwar bei der Bevölkerung, leider aber nicht in der Politik. Travail.Suisse muss also das Heft selbst in die Hand nehmen. Der Vorstand beschloss am 9. Dezember 2015, die Arbeiten zur Lancierung einer Volksinitiative für einen bezahlten Vaterschaftsurlaub einzuleiten.

Arbeitszeit und Arbeits- bedingungen im Fokus

Travail.Suisse lud die Medien im Jahr 2015 zu sechs Medienkonferenzen ein und stellte ihnen neue Positionspapiere und arbeitnehmerrelevante Forderungen vor. Die erste Medienkonferenz fand am 26. März zum Thema «Arbeitszeit im Gegenwind» statt. Jacques-André Maire, Vizepräsident von Travail.Suisse, stellte zwei Vorstösse vor mit der Forderung, den Arbeitsmarkt zu stützen und die Arbeitsbedingungen zu verbessern. Ein weiterer Meilenstein war die Präsentation des «Barometer Gute Arbeit». Die entsprechende Medienkonferenz fand am Vortag des Kongresses statt. Beim «Barometer Gute Arbeit» handelt es sich um einen Indikator, welche die Arbeitsbedingungen aus Sicht der Arbeitnehmenden bewertet.

Im Juni 2015 stellte Travail.Suisse die Resultate der 11. Erhebung der Managerlöhne vor – mit ernüchterndem Fazit: Die Abzockerinitiative zeigt nach wie vor keinerlei Wirkung, die Managerlöhne verharren auf sehr hohem Niveau. Damit geht die Entfremdung zwischen Bevölkerung und Wirtschaft weiter. Anfang August präsentierte Travail.Suisse gemeinsam mit den Mitgliedsverbänden Syna, Hotel & Gastro Union und transfair die Lohnforderungen für 2016. Trotz Währungskrise waren sich die Verbände einig, dass Lohnerhöhungen zwischen 0,5 und 1,5 Prozent für die meisten Arbeitnehmenden möglich sind. Anlässlich einer Medienkonferenz Mitte Dezember mussten die Ergebnisse der Lohnrunde leider als ungenügend eingestuft werden. Und auch bei der 2. Säule zeigt sich, dass die Entwicklung zu-

gunsten der Versicherer und leider zuungunsten der Versicherten läuft, was Travail.Suisse an der Medienkonferenz vom 5. Oktober «Berufliche Vorsorge ist für die Versicherungsindustrie eine Milchkuh» aufzeigen konnte.

Am Puls des Geschehens

Travail.Suisse hat auch 2014 vor jeder Session des Parlaments eine Sessionsvorschau veröffentlicht, die jeweils auf grosses Interesse stösst. Auch der Medienservice, der 16 Mal erschien, erfreut sich grosser Beliebtheit und bedient Medien und Interessierte jeweils mit Hintergründen, Positionen oder Statements zum aktuellen Zeitgeschehen. Ausserdem nahm Travail.Suisse mit knapp 80 Medienmitteilungen Stellung zu aktuellen Themen und Geschäften aus Politik, Wirtschaft und Gesellschaft und bediente Interessierte im Bildungsbereich vier Mal mit dem Info-Mail HFKG mit Informationen zum Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz HFKG, das am 1. Januar 2015 in Kraft getreten ist.

session qui suscite chaque fois un grand intérêt. Le service médias usuel a paru 16 fois, est très apprécié et informe les médias et d'autres milieux intéressés avec des informations de base et des prises de position sur l'actualité. En outre, avec l'envoi de 80 communiqués, Travail.Suisse a pris position sur des thèmes actuels et des objets de la politique, de l'économie et de la société. Travail.Suisse a aussi diffusé à quatre reprises pour les milieux intéressés par le sujet de la formation son info-mail LEHE livrant des informations sur la Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE) qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Jeunesse.Suisse

L'entrée dans le marché du travail, un thème prioritaire

Le conseil de la jeunesse fixe les priorités

Lors du 2^{ème} conseil de la jeunesse de Jeunesse.Suisse, les jeunes participants-e-s ont défini les priorités pour les quatre prochaines

années. Ils ont choisi comme thème central « le passage pour les jeunes au monde du travail ». A cet égard, Jeunesse.Suisse traite de thèmes comme les stages, la discrimination selon l'orientation religieuse, sexuelle, le genre ou le handicap mais aussi les possibilités de formation et d'emploi pour les jeunes migrant-e-s. Les thèmes et les idées de projet ont été réunis dans un document qui formera la base pour les activités des prochaines années.

Succession électorale

Le conseil de la jeunesse a élu comme nouveau président de Jeunesse.Suisse Roman Helfer, 1993, d'Hotel& Gastro Union. Il

succède à Jordan Kestle (1994) de la même fédération, lequel reste néanmoins au comité et à la commission de la jeunesse. A leurs côtés, on trouve élu-e-s au comité Philip Zwahlen (vice-président, Syna), Nadine Walker (membre, Syna) et Mirco Gurini (membre, transfair). Il y a aussi onze autres jeunes qui ont été élus à la commission de la jeunesse.

Participation active à la démo sur l'égalité des salaires

Déjà un à deux ans après l'achèvement d'une première formation et l'occupation d'un premier emploi, les différences salariales inexplicables entre hommes

et femmes sont déjà de 7 pourcent. Voilà une raison

largement suffisante pour expliquer la participation active de Jeunesse.Suisse à la démo sur l'égalité des salaires du 7 mars 2015. Malika Zouaoui de Jeunesse.Suisse a participé avec l'ancienne présidente du Conseil national Chiara Simoneschi-Cortesi et y a apporté l'opinion de la commission de la jeunesse dans la manifestation.

Congrès de Travail.Suisse influencé par les jeunes

Pour Jeunesse.Suisse, il était important d'ancrer encore mieux les requêtes des jeunes dans le document du congrès de Travail.Suisse. Elle a demandé, par une proposition,

un chapitre particulier sur la jeunesse dans lequel il s'agit d'insister particulièrement sur le renforcement de la jeunesse dans les processus décisionnels des organisations et de mieux l'intégrer dans le monde politique. Les délégué-e-s ont voté cette proposition à la grande joie de Jeunesse.Suisse.

Le congé paternité maintenant

Selon Jeunesse.Suisse, le moment est venu d'introduire le congé paternité. C'est une nécessité pour un couple dans les premiers mois de la vie d'un

enfant d'avoir plus de temps pour mieux concilier vie de famille et activité professionnelle. La mesure contribue aussi à une meilleure égalité entre hommes et femmes. C'est pourquoi Jeunesse.Suisse s'est engagée dans les instances de Travail.Suisse pour que l'organisation faitière travaille de manière offensive sur ce thème et lance une initiative correspondante.

Die Jungen verstärken ihren Einfluss

Jugendrat legt Prioritäten fest

Am zweiten Jugendrat von Jeunesse.Suisse definierten die jungen Teilnehmenden die Prioritäten für die nächsten vier Jahre. Als zentrale Frage wählten sie den «Übertritt der Jugendlichen in die Arbeitswelt». In diesem Zusammenhang beschäftigen Jeunesse.Suisse insbesondere die Themen wie Praktika, Diskriminierung aufgrund von Religion, sexueller Orientierung, Geschlecht oder Behinderung oder auch Ausbildungs- und Beschäftigungsmöglichkeiten für junge Migrantinnen und Migranten. Die Themen und Projektideen wurden in einem Dokument zusammengefasst, das die Grundlage für die Aktivitäten der kommenden Jahre bilden wird.

Stabübergabe

Zum neuen Präsidenten von Jeunesse.Suisse wählte der Jugendrat Roman Helfer (Jahrgang 1993) von Hotel & Gastro Union. Er folgt auf Jordan Kestle (1994) vom gleichen Arbeitnehmerverband. Jordan Kestle bleibt allerdings dem Vorstand und der Jugendkommission erhalten. Neben ihm und Roman Helfer wurden Philip Zwahlen (Vizepräsident, Syna), Nadine Walker (Mitglied, Syna) und Mirco Gurini (Mitglied, transfair) in den Vorstand und weitere elf Jugendliche in die Jugendkommission gewählt.

Aktive Teilnahme an der Lohngleichheitsdemo

Bereits 1 bis 2 Jahre nach Abschluss der Erstausbildung und nach Aufnahme einer ersten Erwerbstätigkeit sind unerklärliche Lohn-

unterschiede zwischen Männern und Frauen von 7 Prozent zu beobachten. Grund genug für Jeunesse.Suisse, an der Lohngleichheitsdemo vom 7. März 2015 aktiv teilzunehmen. Zusammen mit der ehemaligen Nationalratspräsidentin Chiara Simoneschi-Cortesi hat Malika Zouaoui von Jeunesse.Suisse die Meinung der Jugendkommission in die Veranstaltung eingebracht.

Kongress von Travail.Suisse mitgeprägt

Für Jeunesse.Suisse war es wichtig, die Anliegen der Jugendlichen noch besser im Kongresspapier von Travail.Suisse verankert zu sehen.

Über einen Antrag verlangten sie ein eigenes Kapitel zur Jugend. In diesem sollte insbesondere betont werden, dass die Jugendlichen verstärkt in die Entscheidungsprozesse in Organisationen und in der Politik einbezogen werden sollen. Die Delegierten stimmten zur Freude von Jeunesse.Suisse diesem Antrag zu.

Vaterschaftsurlaub jetzt

Nach Jeunesse.Suisse ist es Zeit, einen Vaterschaftsurlaub einzuführen. Es ist eine Notwendigkeit, dass ein Paar in den ersten Lebensmonaten eines Kindes mehr Zeit zur Verfügung hat, die Arbeit in der Familie besser zu teilen. Zudem ist die Massnahme auch ein Beitrag zur verbesserten Gleichstellung von Frau und Mann. Jeunesse.Suisse setzte sich deshalb in den Gremien von Travail.Suisse dafür ein, dass der Dachverband dieses Thema weiterhin offensiv bearbeitet und eine Initiative diesbezüglich startet.



Der Jugendrat von Jeunesse.Suisse an seiner Zusammenkunft im Oktober 2015.

Le Conseil de jeunesse de Jeunesse.Suisse lors de sa réunion en octobre 2015.

ARC: nouveau président, réseautage amélioré

Election de Mathias Regotz en tant que président d'ARC

Mathias Regotz du syndicat Syna a été élu à l'unanimité comme nouveau président d'ARC lors d'une

assemblée extraordinaire des membres. Il succède à Josef Lustenberger qui est décédé l'année précédente.

Chantal Gagnebin, nouvelle coordinatrice

ARC a étendu le cahier des charges de Chantal Gagnebin en 2015. En plus de

la gestion des tâches administratives d'ARC Suisse romande, elle est désormais chargée aussi du renforcement des tâches de coordination et de planification en Suisse romande.

Fondation de Travail.Suisse Formation

2015 a vu la fondation de Travail.Suisse Formation. Avec le Centro di formazione professionale CFP et Enaip, ARC a fondé cette nouvelle organisation

faîtière de la formation continue. Travail.Suisse Formation travaillera en étroite collaboration avec Travail.Suisse et effectuera en premier lieu un travail de sensibilisation, de coordination et de développement au sujet de la formation continue. Il n'est pas prévu qu'elle développe des cours de formations continue, cette tâche restant pleinement de la compétence des membres de fondation. Francesco Genova a été élu comme président et Bruno Weber-Gobet, en tant que directeur.

Conditions cadres professionnelles comme thème de cours

La discussion relative aux travailleurs-euses plus âgé-e-s a justement montré que les conditions cadres professionnelles deviennent toujours plus

importantes au cours de la carrière professionnelle. C'est pourquoi ARC a repris sur ce thème des cours encore plus ciblés dans le programme de formation, comme la planification de carrière à partir d'un âge professionnel intermédiaire ou le nouveau positionnement pour les travailleurs et travailleuses à partir de 50 ans.

La plateforme d'apprentissage sécurité au travail maintenant en trois langues

La plateforme d'apprentissage sécurité au travail (www.arbeits-sicherheit-hf.ch) est, depuis l'été 2015, accessible non seulement en allemand mais aussi en

français et en italien pour les étudiant-e-s des écoles supérieures. Son but est de les sensibiliser pour de futures tâches directionnelles dans les entreprises au sujet de la sécurité au travail. Les branches concernées par le projet sont celles de la technique, de l'économie, du social, de la santé et du tourisme.

Nouveau projet «Un apprentissage sans accident»

ARC a commencé en 2015 un nouveau projet au sujet de la sécurité au travail. Les groupes cibles sont les jeunes

qui effectuent un apprentissage. Ils sont les plus fréquemment concernés par des accidents de travail. La brochure «Un apprentissage sans accident» doit sensibiliser les apprenant-e-s aux risques de dangers au lieu de travail et les motiver à respecter les règles de sécurité. La Suva finance le projet dans lequel s'engage Jeunesse.Suisse.

ARC: Neuer Präsident, besser vernetzt

Wahl von Mathias Regotz zum Präsidenten von ARC

An einer ausserordentlichen Mitgliederversammlung wurde

Mathias Regotz von der Gewerkschaft Syna einstimmig zum neuen Präsidenten von ARC gewählt. Er hat die Nachfolge von Josef Lustenberger angetreten, der im Vorjahr verstorben war.

Chantal Gagnebin übernimmt Koordinationsaufgaben

ARC hat im Jahre 2015 das Pflichtenheft von Chantal Gagnebin erweitert. Neben der Aufgabe, die administrativen

Geschäfte von ARC Romandie zu führen, wurde sie neu beauftragt, auch verstärkt Koordinations- und Planungsaufgaben in der Romandie zu übernehmen.

Travail.Suisse Formation gegründet

Ein besonderes Ereignis 2015 war die Gründung von Travail.Suisse Formation. ARC hat zusammen mit dem Centro di formazione professionale

CFP und Enaip diesen neuen Weiterbildungsdachverband gegründet. Er wird eng mit Travail.Suisse zusammenarbeiten und wird vor allem Informations-, Sensibilisierungs-, Koordinations- und Entwicklungsarbeit im Bereich der Weiterbildung leisten. Keine Aufgabe wird es sein, selber Weiterbildungskurse anzubieten. Diese Aufgabe verbleibt voll und ganz bei den Gründungsmitgliedern. Zum Präsidenten wurde Francesco Genova, zum Geschäftsführer Bruno Weber-Gobet gewählt.

Standortbestimmungen als Kursthema

Gerade die Diskussion um die älteren Arbeitnehmenden hat gezeigt, dass

berufliche Standortbestimmungen im Verlaufe des Berufslebens immer wichtiger werden. ARC hat deshalb noch gezielter Kurse zu diesem Thema ins Bildungsprogramm aufgenommen wie «Beruflich nochmals durchstarten – Laufbahnplanung ab der Lebensmitte» oder «Ich positioniere mich neu – 50+! Jetzt erst recht».

Lernplattform Arbeitssicherheit nun dreisprachig

Die Lernplattform Arbeitssicherheit (www.arbeitssicherheit-hf.ch) ist seit dem Sommer 2015 nicht mehr nur für deutschsprachige,

sondern auch für französischsprachige und italienischsprachige Studierende von Höheren Fachschulen zugänglich. Ihr Ziel ist es, diese Studierenden für ihre zukünftigen Führungsaufgaben in den Betrieben bezüglich Arbeitssicherheit zu sensibilisieren. Involviert in dieses Projekt sind die Branchen Technik, Wirtschaft, Soziales, Gesundheit und Tourismus.

Neues Projekt «Ohne Unfall durch die Lehre»

2015 hat ARC ein neues Projekt im Bereich der Arbeitssicherheit gestartet. Zielgruppe bilden die Jugendlichen in der Lehre.

Sie sind am häufigsten betroffen von Arbeitsunfällen. Die Broschüre «Ohne Unfall durch die Lehre» soll die Lernenden für das Gefahrenpotenzial am Arbeitsplatz

sensibilisieren und für die Einhaltung der Sicherheitsregeln motivieren. Das Projekt wird finanziert von der Suva und mitgetragen von Jeunesse.Suisse.

Année couronnée de succès pour Brücke • Le pont

Divers jalons

2015 a été une année importante et couronnée de succès pour Brücke • Le pont. Hormis la consolidation du nouveau programme d'Amérique centrale, on a intensifié le management de la connaissance plurinational ainsi que le travail de campagne en Suisse. Quant au secrétariat, il a été touché par différents changements dans le personnel et par des travaux consacrés à des projets internes.

Changements au secrétariat

Réparti sur l'ensemble de l'année, il faut signaler plusieurs changements dans le personnel du secrétariat : Andreas Jahn (communication et politique de développement) succède à José Balmer, qui est parti à la retraite au mois de mai. Tanya Berger (responsable du programme Amérique centrale) et André Dembinski (Fundraising Suisse romande) ont quitté l'équipe à la fin de l'année. Des entretiens d'embauche sont en cours. Roger Merz (secrétariat et vente) succède au secrétariat à Corina Niederberger.

Management de la connaissance intensifié

Dans les régions dans lesquelles Brücke • Le pont est actif, il y a aussi eu en 2015 de nouveaux projets tandis que d'autres – en particulier au Nicaragua – se sont terminés avec succès. Les nouveaux projets profitent d'un management de la connaissance intensifié. En automne 2015, il y eut pour la première fois une rencontre suprarégionale entre partenaires. Les responsables de programme, les coordinatrices et coordinateurs

locaux et les représentant·e·s des organisations partenaires du nouveau programme régional d'Amérique centrale ont pu échanger dans ce cadre avec ceux d'Amérique du Sud. En même temps, le responsable du programme Afrique au Togo a dirigé un workshop d'une semaine sur le thème de la capitalisation avec des spécialistes externes.

Départ réussi au Honduras

Le nouveau programme régional d'Amérique centrale (El Salvador et Honduras) a démarré avec succès en 2015. En la personne d'Edna Ortega, on a engagé une coordinatrice régionale compétente pour le Honduras. En outre, on a créé un poste à temps partiel pour le coaching des jeunes participant·e·s au projet auprès de l'office de placement. En novembre, le responsable de la communication et de la politique de développement a accompagné la responsable de programme lors du voyage de visite au projet et a pu ainsi documenter tous les projets en Amérique centrale (testimonials, photos, vidéos). On a débuté en 2015, aussi bien au El Salvador qu'au Honduras, le processus d'accréditation des bureaux locaux. La procédure devrait être terminée en 2016. En 2015, Brücke • Le pont a conclu son travail de projet au Nicaragua, une systématisation des expériences récoltées est en cours.

Nouvelles initiatives en Amérique du Sud et en Afrique

Les organisations partenaires au Brésil ont conclu avec succès en 2015 la mise en réseau « A ponte » et débuté un plan d'action. Le réseau veut développer l'accès des

jeunes à la formation professionnelle dans les régions les plus pauvres de l'Etat fédéral Piauí. Le programme régional Afrique (Togo et Bénin) a testé en 2015 les perspectives de réussite pour des nouveaux projets avec des bananes à cuire et du café robusta. Les deux produits permettent d'entrevoir des chaînes de valeur ajoutée à potentiel élevé. La DDC a visité le programme régional Afrique en 2015 et attesta des bonnes prestations du travail de nos organisations partenaires.

Réseautage et travail de campagne en Suisse

Hormis le travail de projet sur place, Brücke • Le pont a poursuivi son engagement de politique de développement en Suisse. Elle a soutenu, en tant qu'organisation membre, l'initiative pour des multinationales responsables, afin que les entreprises suisses respectent les droits humains et l'environnement à l'étranger et contribuent ainsi à un développement durable. En automne, Brücke • Le pont a adhéré au Comité de soutien de l'initiative populaire contre la spéculation sur les denrées alimentaires. Pour la première fois, Brücke • Le pont déposa en 2015 un projet de référence pour l'action de récolte « Chaque centime compte » de la Chaîne du Bonheur et manifesta sa présence dans les médias et lors de l'action sur la place fédérale. Depuis l'été 2015, Brücke • Le pont est membre de Swiss Fair Trade. L'entrée dans l'association faitière est une étape logique : des salaires garantissant l'existence, des méthodes de production durable et une supervision régulière de la chaîne de production sont des exigences à remplir tant pour l'association que pour Brücke • Le pont.

Erfolgreiches Jahr für Brücke • Le pont

Diverse Meilensteine

2015 war für Brücke • Le pont ein wichtiges und erfolgreiches Jahr. Nebst der Konsolidierung des neuen Zentralamerikaprogramms wurde das länderübergreifende Wissensmanagement sowie die Kampagnenarbeit in der Schweiz intensiviert. Auf der Geschäftsstelle war das Jahr geprägt von verschiedenen Personalwechseln und der Arbeit an internen Projekten.

Wechsel auf der Geschäftsstelle

Über das ganze Jahr verteilt hat es einige Personalwechsel auf der Geschäftsstelle gegeben: Andreas Jahn (Kommunikation und Entwicklungspolitik) hat die Nachfolge von José Balmer übernommen, der im Mai pensioniert wurde. Tanya Berger (Programmverantwortliche Zentralamerika) und André Dembinski (Fundraising Westschweiz) schieden Ende Jahr aus dem Team aus, Anstellungsgespräche sind im Gange. Roger Merz (Sekretariat und Verkauf) hat die Nachfolge von Corina Niederberger übernommen.

Intensiviertes Wissensmanagement

Auch 2015 sind in den Regionen, in denen Brücke • Le Pont tätig ist, wieder neue Projekte dazu gestossen, andere – etwa jene in Nicaragua – wurden erfolgreich abgeschlossen. Die neuen Projekte profitierten vom intensivierten Wissensmanagement. Im Herbst 2015 fand erstmals ein überregionales Partnertreffen in Brasilien statt. Dort tauschten sich die Programmverantwortlichen, die lokalen Koordinatorinnen und Koordinatoren

sowie die Repräsentantinnen und Repräsentanten der Partnerorganisationen des neuen Regionalprogramms Zentralamerika mit jenen von Südamerika aus. Zeitgleich führte der Programmverantwortliche Afrika in Togo einen einwöchigen Workshop zum Thema Kapitalisierung mit externen Spezialisten durch.

Erfolgreicher Start in Honduras

Das neue Regionalprogramm Zentralamerika (El Salvador und Honduras) ist 2015 erfolgreich gestartet. Mit Edna Ortega wurde eine kompetente Regionalkoordinatorin für Honduras eingestellt. Zudem wurde eine Teilzeitstelle für das Coaching der jugendlichen Projektteilnehmerinnen und -teilnehmer bei der Arbeitsvermittlung geschaffen. Im November begleitete der Verantwortliche Kommunikation und Entwicklungspolitik die Programmverantwortliche auf der Projektreise und konnte so alle Projekte in Zentralamerika lückenlos dokumentieren (Testimonials, Fotos, Videos). Sowohl in El Salvador wie auch in Honduras wurde der Akkreditierungsprozess der lokalen Büros 2015 eingeleitet. Er wird voraussichtlich 2016 abgeschlossen. 2015 beendete Brücke • Le pont ihre Projektarbeit in Nicaragua, eine Systematisierung der gesammelten Erfahrungen ist in Arbeit.

Neue Initiativen in Südamerika und Afrika

Die Partnerorganisationen in Brasilien haben sich 2015 erfolgreich zum Netzwerk «A ponte» zusammengeschlossen und einen Aktionsplan gestartet. Das Netzwerk will

den Zugang zur Berufsbildung von Jugendlichen in den ärmsten Gebieten des Bundesstaates Piauí fördern. Das Regionalprogramm Afrika (Togo und Benin) hat 2015 die Erfolgsaussichten für neue Projekte mit Kochbananen und Kaffee Robusta geprüft. Beide Produkte weisen Wertschöpfungsketten mit hohem Potenzial auf. Die DEZA stattete dem Regionalprogramm Afrika 2015 einen Besuch ab und attestierte der Arbeit unserer Partnerorganisationen gute Leistungen.

Vernetzung und Kampagnenarbeit in der Schweiz

Neben der Projektarbeit vor Ort engagierte sich Brücke • Le pont 2015 weiterhin in der Schweiz entwicklungspolitisch: Sie unterstützte als Trägerorganisation die Konzernverantwortungsinitiative, damit Schweizer Konzerne im Ausland die Umwelt und Menschenrechte respektieren und so zu einer nachhaltigen Entwicklung beitragen. Im Herbst trat Brücke • Le pont dem Unterstützerkomitee der Spekulationsstopp-Initiative bei. Erstmals reichte Brücke • Le pont 2015 ein Referenzprojekt für die Sammelaktion «Jeder Rappen zählt» der Glückskette ein und markierte so Präsenz in den Medien und bei der Aktion auf dem Bundesplatz. Seit Sommer 2015 ist Brücke • Le pont Mitglied von Swiss Fair Trade. Die Aufnahme in den Dachverband der Fair Trade-Organisationen in der Schweiz ist für die Organisation ein logischer Schritt: Existenzsichernde Löhne, nachhaltige Anbaumethoden und eine regelmässige Überprüfung der Produktionskette sind sowohl dem Verband als auch Brücke • Le pont ein Anliegen.



Avec le projet Reyes Irene au Honduras (nouveau pays de projets), de jeunes employées de maison peuvent suivre un cours professionnel dans le domaine des soins.

Im Projekt Reyes Irene im neuen Projektland Honduras erhalten junge Hausangestellte die Möglichkeit, einen Berufskurs – etwa Krankenpflege – zu absolvieren.

60 ans de Brücke • Le pont – un grand merci!

Brücke • Le pont fête cette année son Jubilé des

60 ans. Nous remercions toutes les fédérations de Travail.Suisse et leurs membres pour leur grand engagement au cours des dernières décennies et leurs dons – en particulier via l'action une heure de salaire par mois. Avec leur soutien, un nombre incalculable de femmes, d'hommes et de jeunes ont amélioré leurs conditions de travail et de vie et peuvent mener maintenant une existence digne. A titre de remerciements, Brücke • Le pont invite tout le monde à la fête du Jubilé qui se tiendra à Fribourg le 20 août 2016.

**60 Jahre Brücke • Le pont –
herzlichen Dank!**

Brücke • Le
pont feiert
dieses Jahr
ihr 60-jähri-

ges Jubiläum. Allen Travail.Suisse-Verbänden und deren Mitgliedern dankt das Hilfswerk für ihr grosses Engagement in den letzten Jahrzehnten und ihre Spenden – etwa über die Stundenlohnaktion – ganz herzlich. Mit ihrer Unterstützung verbesserten ungezählte Frauen, Männer und Jugendliche ihre Arbeits- und Lebensbedingungen und können nun ein würdiges Leben führen. Als kleines Dankeschön lädt Brücke • Le pont alle an die Jubiläumsfeier am 20. August 2016 in Freiburg ein.

Représentations de Travail.Suisse (état 31 décembre 2015)

Politique du marché de travail

Commission fédérale pour la politique économique

Martin Flügel (jusqu'en août 2015),
Adrian Wüthrich (dès septembre 2015)

Groupe de contact Banque nationale suisse BNS

Martin Flügel (jusqu'en août 2015),
Adrian Wüthrich (dès septembre 2015)

Commission tripartite fédérale mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes

Gabriel Fischer, Arno Kerst (dès 2016),
Stefan Unternährer (jusqu'à fin 2015)

Commission fédérale de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage

Gabriel Fischer, Arno Kerst (jusqu'à fin 2015),
Silvano Salvadori, Beat Schwaller (dès 2016)

Commission fédérale du travail

Arno Kerst (jusqu'à fin 2015), Catherine Gehri
(jusqu'à fin 2015), Mathias Regotz (dès 2016)

Commission fédérale de conciliation en matière de conflits collectifs de travail

Irene Darwich (dès 2016), René-Pierre Thorimbert,
Stefan Unternährer (jusqu'à fin 2015)

Commission de la statistique fédérale

Denis Torche (jusqu'à fin 2015),
Valérie Borioli Sandoz (dès 2016)

Commission fédérale de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité

Matthias Kuert Killer

Commission fédérale de la prévoyance professionnelle

Eric Dubuis (dès 2016), Matthias Kuert Killer,
Kurt Regotz (jusqu'à fin 2015)

Caisse supplétive LPP, Conseil de fondation

Martin Flügel (jusqu'en août 2015), Urs Masshardt,
Adrian Wüthrich (dès septembre 2015)

Fondation Fonds de garantie LPP, Conseil de fondation

Matthias Kuert Killer

Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents Suva, conseil d'administration

Matthias Kuert Killer, Urs Masshardt, Kurt Regotz,
Renato Ricciardi et Janine Wicki

Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail

Diego Frieden et Fritz Bütikofer

Fonds de compensation de l'AVS/AI/APG, conseil d'administration

Martin Flügel (jusqu'en août 2015),
Adrian Wüthrich (dès septembre 2015)

Pro Familia Suisse

Martin Flügel (jusqu'en août 2015) et
Valérie Borioli Sandoz

Politique de l'égalité

Commission fédérale pour les questions féminines

Valérie Borioli Sandoz

Politique des étrangers

Commission fédérale des migrations (CFM)

Hélène Agbémégnah (dès 2016), Denis Torche
(jusqu'à fin 2015)

Politique de formation

Commission fédérale pour la formation professionnelle

Urs Masshardt (dès 2016),
Bruno Weber-Gobet (jusqu'à fin 2015)

Commission fédérale des hautes écoles spécialisées

Franz Baumberger et Bruno Weber-Gobet

Fédération suisse pour la formation continue FSEA, comité

Bruno Weber-Gobet

Société suisse pour la recherche appliquée en matière de formation professionnelle (SRFP), comité

Bruno Weber-Gobet

Politique sociale

Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen (Stand 31. Dezember 2015)

Arbeitsmarktpolitik

Eidgenössische Kommission für Wirtschaftspolitik

Martin Flügel (bis August 2015),
Adrian Wüthrich (ab September 2015)

Kontaktgruppe Schweizerische Nationalbank SNB

Martin Flügel (bis August 2015),
Adrian Wüthrich (ab September 2015)

Eidgenössische tripartite Kommission Begleitmassnahmen Personenfreizügigkeit

Gabriel Fischer, Arno Kerst (ab 2016),
Stefan Unternährer (bis Ende 2015)

Aufsichtskommission für den Ausgleichsfonds der Arbeitslosenversicherung

Gabriel Fischer, Arno Kerst (bis Ende 2015),
Silvano Salvadori, Beat Schwaller (ab 2016)

Eidgenössische Arbeitskommission

Arno Kerst (bis Ende 2015), Catherine Gehri
(bis Ende 2015), Mathias Regotz (ab 2016)

Eidgenössische Einigungsstelle zur Beilegung von kollektiven Arbeitsstreitigkeiten

Irene Darwich (ab 2016), René-Pierre Thorimbert,
Stefan Unternährer (bis Ende 2015)

Eidgenössische Kommission für Bundesstatistik

Valérie Borioli Sandoz (ab 2016),
Denis Torche (bis Ende 2015)

Sozialpolitik

Eidgenössische Kommission für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung

Matthias Kuert Killer

Eidgenössische Kommission für die berufliche Vorsorge

Eric Dubuis (ab 2016), Matthias Kuert Killer,
Kurt Regotz (bis Ende 2015)

Auffangeinrichtung BVG, Stiftungsrat

Martin Flügel (bis August 2015), Urs Masshardt,
Adrian Wüthrich (ab September 2015)

Sicherheitsfonds BVG, Stiftungsrat

Matthias Kuert Killer

Verwaltungsrat der Schweizerischen Unfallversicherungsanstalt Suva

Matthias Kuert Killer, Urs Masshardt, Kurt Regotz,
Renato Ricciardi und Janine Wicki

Eidgenössische Kommission für Arbeitssicherheit

Diego Frieden und Fritz Bütikofer

Verwaltungsrat des Ausgleichsfonds AHV/IV/EO

Martin Flügel (bis August 2015),
Adrian Wüthrich (ab September 2015)

Pro Familia Schweiz

Martin Flügel (bis August 2015) und
Valérie Borioli Sandoz

Gleichstellungspolitik

Eidgenössische Kommission für Frauenfragen

Valérie Borioli Sandoz

Ausländerpolitik

Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen

Hélène Agbémégna (ab 2016),
Denis Torche (bis Ende 2015)

Bildungspolitik

Eidgenössische Berufsbildungskommission

Urs Masshardt (ab 2016),
Bruno Weber-Gobet (bis Ende 2015)

Eidgenössische Fachhochschulkommission

Franz Baumberger und Bruno Weber-Gobet

Vorstand Schweizerischer Verband für Weiterbildung SVEB

Bruno Weber-Gobet

Vorstand Schweizerische Gesellschaft für angewandte Berufsbildungsforschung SGAB

Bruno Weber-Gobet

Aussenpolitik

Eidg. Kommission zur Beratung des Nationalen Kontaktpunktes für die OECD-Leitsätze für multinationale Unternehmen

Denis Torche

Politique extérieure

Commission consultative du Point de contact national pour les principes directeurs l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
Denis Torche

Commission tripartite fédérale pour les affaires de l'OIT

Hélène Agbémégnah (dès 2016),
Denis Torche (jusqu'à fin 2015)

Comité exécutif de la Confédération Européenne des Syndicats (CES)

Martin Flügel (jusqu'en août 2015), Denis Torche,
Adrian Wüthrich (dès 2016)

Comité exécutif AELE

Kurt Regotz

Effectif des membres des organisations affiliées

Effectif des membres le 1^{er} janvier 2015

Syna	60 022
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	41 603
Hotel & Gastro Union	20 374
transfair	12 328
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	12 086
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	2 217
Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses HES-CH	1 167
Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE	1 002
Association romande des logopédistes diplômés ARLD	885
Employés Droguistes Suisse	204
Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es en Suisse VUCAS	72
Total	151 960

**Eidgenössische tripartite Kommission
für IAO-Angelegenheiten**

Hélène Agbémégnah (ab 2016),
Denis Torche (bis Ende 2015)

**Exekutivausschuss des Europäischen
Gewerkschaftsbundes EGB**

Martin Flügel (bis August 2015), Denis Torche,
Adrian Wüthrich (ab 2016)

EFTA-Konsultativausschuss

Kurt Regotz

Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen

Mitgliederbestand per 1. Januar 2015

Syna	60022
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	41603
Hotel & Gastro Union	20374
transfair	12328
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	12086
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	2217
Schweizerischer Verband der Fachhochschuldozierenden FH-CH	1167
Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE	1002
Association romande des logopédistes diplômés ARLD	885
Angestellte Drogisten Suisse	204
Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS	72
Total	151960

Adresses

Secrétariat central

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, case postale, 3001 Berne
tél. 031/370.21.11 fax 031/370.21.09
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Organisations affiliées

Syna

Römerstrasse 7, case postale, 4601 Olten
tél. 044/279.71.71 fax 044/279.71.72
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano
tél. 091/921.15.51 fax 091/923.53.65
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.com
www.ocst.com

Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,
case postale 3027, 6002 Lucerne
tél. 041/418.22.22 fax 041/412.03.72
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, case postale, 3000 Berne 14
tél. 031/370.21.21 fax 031/370.21.31
e-mail: zentralsekretariat@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Rue de Condémines 14,
case postale 1272, 1951 Sion
tél. 027/327.34.56 fax 027/327.34.59
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Brown Boveri Platz 3b, 5400 Baden
Tel. 058/589.37.17 Fax. 058/589.21.23
e-mail: pasqua-de-masi@avabb.ch
www.avabb.ch

Association des Professeurs des Hautes écoles spécialisées HES-CH

c/o Denise Martin, secrétaire générale,
Hofmatt 42, 5112 Thalheim
tél. 056/443.06.03 fax. 056/443.06.04
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch
www.fh-ch.ch

Fédération Suisse des Représentations du Per- sonnel de l'Economie Electrique FPE

3000 Berne
tél. 0844/373.373 (4 cent./min) fax. 071/757.94.59
e-mail: info@vpe.ch
www.vpe.ch

Association romande des logopédistes diplômés ARLD

Schlössli 7, 2512 Tüscherz
tél. 032/322.88.42 fax. 032/322.88.43
e-mail: michele.kaufmann@arld.ch
www.arld.ch

Employés Drogistes Suisse

Gerbergasse 26, case postale 644, 4001 Bâle
tél. 061/261.45.45 fax. 061/261.46.18
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es en Suisse VUCAS

case postale 4132, 8022 Zurich
tél. 044/720.81.45

Adressen

Geschäftsstelle

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031/370.21.11 Fax. 031/370.21.09
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Mitgliedsorganisationen

Syna

Römerstrasse 7, Postfach, 4601 Olten
Tel. 044/279.71.71 Fax. 044/279.71.72
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano
Tel. 091/921.15.51 Fax. 091/923.53.65
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.com
www.ocst.com

Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,
Postfach 3027, 6002 Luzern
Tel. 041/418.22.22 Fax. 041/412.03.72
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, Postfach, 3000 Bern 14
Tel. 031/370.21.21 Fax. 031/370.21.31
e-mail: zentralsekretariat@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Rue de Condémines 14,
case postale 1272, 1951 Sion
Tel. 027/327.34.56 Fax. 027/327.34.59
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Brown Boveri Platz 3b, 5400 Baden
Tel. 058/589.37.17 Fax. 058/589.21.23
e-mail: pasqua.de-masi@avabb.ch
www.avabb.ch

Schweizerischer Verband der Fachhochschuldozierenden FH-CH

c/o Denise Martin, Geschäftsleiterin,
Hofmatt 42, 5112 Thalheim
Tel. 056/443.06.03 Fax. 056/443.06.04
e-mail: denise.martin@fh-ch.ch
www.fh-ch.ch

Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE

3003 Bern
Tel. 0844/873.873 (4 Rp./Min.) Fax. 071/757.94.59
e-mail: info@vpe.ch
www.vpe.ch

Association romande des logopédistes diplômés ARLD

Secrétariat général
Schlössli 7, 2512 Tüscherz
Tel. 032/322.88.42 Fax. 032/322.88.43
e-mail: michele.kaufmann@arld.ch
www.arld.ch

Angestellte Drogisten Suisse

Gerbergasse 26, Postfach 644, 4001 Basel
Tel. 061 261.45.45 Fax. 061/261.46.18
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS

Postfach 4132, 8022 Zürich
Tel. 044/720.81.45

Travail.Suisse

Hopfenweg 21
PF/CP
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch